



Rapport sur la Politique Monétaire

Juillet 2022

DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR





Rapport sur la Politique Monétaire



Juillet 2022



Sommaire

— Liste des Abréviations	07
— Liste des Graphiques	08
— Liste des Tableaux	09
— Comité de politique monétaire du 15 Juillet 2022	10
— Résumé analytique	14
1. Environnement international	16
1.1 — Activité économique mondiale	17
1.2 — Inflation et matières premières	18
1.2.1 Inflation	18
1.2.2 Matières premières	18
1.3 — Marché financier et politique monétaire	20
1.3.1 Taux de change	20
1.3.2 Politique monétaire	20
2. Environnement économique national	22
2.1 — Activité économique	23
2.1.1 Activités minières	23
2.2 — Analyse de l'inflation	24
2.2.1 Inflation globale	24
2.2.2 Inflation sous-jacente	25
2.2.3 Indice des prix des produits frais et énergétiques	25
2.3 — Secteur monétaire et financier	26
2.3.1 Masse monétaire	26
2.3.2 Conditions monétaires	28
2.3.3 Marché de change	29
2.3.4 Stabilité financière	30
2.4 — Finances publiques	30
2.4.1 Recettes	30
2.4.2 Dépenses	31
2.4.3 Soldes budgétaires et financement	33
2.5 — Secteur extérieur	34
2.5.1 Exportations	35
2.5.2 Importations	35
2.6 — Perspectives macroéconomiques	36
2.6.1 Prévision macroéconomique dans le scénario de base	36
2.6.2 Comparaison des prévisions actualisées et précédentes	39
2.6.3 Risques sur les perspectives de l'inflation	40
Annexes	42



Liste des Abréviations

AGB2A : Alliance Guinéenne de Bauxite, d'Alumine et d'Aluminium

BCE : Banque Centrale Européenne

BCRG : Banque Centrale de la République de Guinée

BDT : Bons du Trésor

BTP : Bâtiments et Travaux Publics

CBG : Compagnie de Bauxite de Guinée

DER : Direction des Études et de la Recherche

DOC : Direction des Opérations de changes

DSBP : Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements

DTS : Droits de Tirages Spéciaux

FEC : Facilité Élargie de Crédit

FED : Réserve Fédérale des États-Unis

FMI : Fonds Monétaire International

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

PIB : Produit Intérieur Brut

SMB : Société Minière de Boké

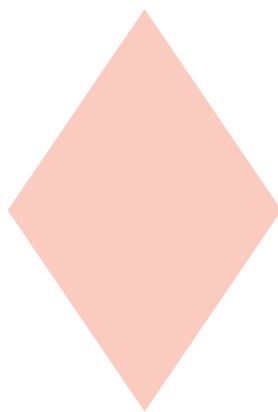
UE : Union Européenne

Liste des Graphiques

1	— Évolution de l'indice des matières premières	19
2	— Évolution de la production de bauxite (en millions de tonnes)	23
3	— Évolution de la production et des exportations d'alumine en 2021 (en milliers de tonnes)	23
4	— Évolution de la production d'or (en tonnes)	24
5	— Évolution de l'inflation en glissement annuel (en %)	25
6	— Évolution de la masse monétaire et de ses contreparties (en milliards de GNF)	27
7	— Évolution de la masse monétaire et de ses composantes (en milliards de GNF)	27
8	— Évolution des réserves brutes et nettes de change (en millions d'USD)	29
9	— Créances compromises et provisions (en milliards de GNF)	30
10	— Créances compromises et provisions (en milliards de GNF)	32
11	— Évolution des soldes budgétaires (en milliards de GNF)	33
12	— Évolution de la balance commerciale (en millions d'USD)	34
13	— Évolution en glissement annuel des exportations par type de produits (en %)	35
14	— Évolution en glissement annuel des importations par type de produits (en %)	36
15	— Évolution de l'écart de production (en %)	37
16	— Évolution de la décomposition de l'écart de production (en %)	37
17	— Évolution de l'écart du taux de change réel et de sa décomposition (en %)	38
18	— Évolution de l'inflation et de sa décomposition (en %)	38
19	— Écart du taux d'intérêt réel, taux d'intérêt du marché monétaire (en %)	39
20	— Prévisions de l'inflation (en %)	39

Liste des Tableaux

1	— Croissance économique mondiale (en %)	17
2	— Évolution de l'inflation mondiale (en %)	18
3	— Évolution des recettes et dons (en milliards de GNF)	31
4	— Évolution des dépenses publiques (en milliards de GNF)	32
5	— Évolution du financement du solde budgétaire (en milliards de GNF)	34
6	— Évolution du PIB réel (en milliards de GNF)	43
7	— La Balance des paiements (en millions de USD)	44
8	— Le taux de change du marché officiel et du marché parallèle de mars 2021 à mars 2022 (fin de période)	45
9	— Évolution des prix par fonction	45
10	— Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)	46
11	— Résultats de prévision du scénario de base	48



**Comité de politique monétaire
du 15 Juillet 2022**

Le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a tenu, dans la Salle du Conseil d'Administration de la BCRG, sa sixième réunion ordinaire, le vendredi 15 juillet 2022.

Au cours de cette session, le CPM a examiné le contexte économique international et national récent ainsi que les perspectives macro-économiques à court et moyen termes.

Au plan international, le Comité note que l'économie mondiale, au premier trimestre 2022, a été marquée par l'éclatement de la guerre russo-ukrainienne et la persistance de la pandémie de COVID-19. La conjonction des deux facteurs a entraîné l'accroissement de la pression inflationniste, le resserrement des politiques monétaires et la détérioration des perspectives économiques. Ainsi, la croissance économique a ralenti aux Etats-Unis, en Chine et en Inde, tandis qu'elle a résisté dans la Zone Euro.

En raison de la hausse des prix mondiaux de l'énergie et des biens échangeables, accentuée par le conflit en Ukraine et la politique de zéro-COVID-19 en Chine, l'inflation a globalement accéléré.

Aux États-Unis, par exemple, elle a progressé de 8 % durant le premier trimestre 2022, contre 6,7 % au trimestre précédent. Dans la Zone Euro, l'inflation s'est établie à 6,1 % au premier trimestre 2022, sous l'effet de l'augmentation des prix de l'énergie, des services, des produits alimentaires, ainsi que des biens industriels hors énergie. En revanche, le taux d'inflation en Chine est passé de 1,8% au quatrième trimestre 2021 à 1,2% au premier trimestre 2022.

L'indice global des matières premières a augmenté de 13,2 % par rapport au quatrième trimestre 2021, soit une progression de 51,6 % en glissement annuel, avec une forte contribution de l'indice des produits énergétiques.

L'augmentation de l'indice des produits énergétiques de 14,8 % par rapport au quatrième trimestre 2021, résulte de l'effet de la hausse du prix du pétrole, du gaz naturel et du charbon. Les prix des matières premières non énergétiques ont contribué également à l'embellie sur le marché des matières premières, avec une hausse de 11,4 % par rapport au trimestre précédent, en lien avec l'augmentation des prix du blé, du maïs et du soja.

Dans ce contexte de pression inflationniste, la politique monétaire est devenue plus restrictive dans un nombre croissant d'économies. A titre d'exemple, la Réserve Fédérale Américaine et

la Banque d'Angleterre ont ainsi relevé leurs principaux taux d'intérêt de 25 points de base. Par contre, la Banque Populaire de Chine et la Banque du Japon ont maintenu inchangé leur taux d'intérêt directeur.

Au niveau national, le Comité a relevé qu'en dépit du contexte sanitaire difficile et des effets de la crise russo-ukrainienne, le taux de croissance du PIB devrait s'établir à 5,1 % en 2022, contre 4,9 % en 2021, tiré principalement par l'agriculture, les mines et les télécommunications.

L'exécution budgétaire au premier trimestre 2022 s'est traduite par une amélioration des indicateurs des finances publiques, reflétant ainsi une mobilisation accrue des recettes publiques et une baisse soutenue des dépenses publiques. Le solde budgétaire base caisse est resté excédentaire de GNF 1 314,49 milliards au premier trimestre 2022 (soit 3,1% du PIB). Cet excédent est utilisé pour assurer le désendettement de l'Etat, à hauteur de GNF 1 437,18 milliards (soit 3,5% du PIB), vis-à-vis de l'économie nationale.

Dans le but de soutenir la relance économique, sur décision du Comité de Politique Monétaire, la BCRG a revu à la baisse le coefficient des réserves obligatoires de 1 point de pourcentage pour le fixer à 15%. Le taux directeur est maintenu à son niveau du quatrième trimestre 2021, soit 11,5%.

La masse monétaire a augmenté de 2,5 % par rapport à fin décembre 2021 pour s'établir à GNF 41 613,03 milliards à fin mars 2022, en lien avec la hausse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale. La base monétaire se situe à GNF 17 467,71 milliards à fin avril 2022, contre GNF 18 456,79 milliards à fin mars 2022 et de GNF 17 456,64 milliards à fin décembre 2021. La liquidité globale du système bancaire s'est améliorée de 19,30% par rapport à fin décembre 2021 pour se chiffrer à GNF 5 941,46 milliards à fin mars 2022, en raison du désendettement de l'Etat vis-à-vis du système bancaire.

Sur le marché des changes, le Comité a noté qu'en moyenne, sur le marché officiel, le Franc guinéen s'est apprécié de 6,5 % par rapport au dollar et de 10 % par rapport à l'euro. La prime de change s'est fixée à 0,24 % à fin mars 2022, pour le dollar USD et à 0,53 % pour l'euro.

Au premier trimestre 2022, la balance commerciale des biens est marquée par un excédent de USD 1 240,10 millions. Cet excédent est attribuable à la hausse des exportations des produits miniers notamment l'or et la bauxite. L'effet combiné de l'excédent de la balance commerciale et du

rapatriement des recettes d'exportations des orpailleurs artisanaux a permis de porter les réserves de change à 5,84 mois de couverture des importations à fin mars 2022.

Le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est établi à 11 % en avril 2022, contre 12,4 % au mois précédent et 12,4 % en avril 2021. La composante alimentaire reste le moteur de cette progression des prix en raison de l'augmentation de la demande en prélude des fêtes de Ramadan et de Pâques.

En termes de prévisions, le Comité a relevé que la progression des prix devrait rester à deux chiffres jusqu'au deuxième trimestre 2023. Cela s'explique par la persistance de l'inflation, les anticipations des agents économiques, la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques et la surévaluation du taux de change effectif réel. La hausse des prix sera néanmoins atténuée par l'écart de production négatif et s'établirait à 11,9 %, en glissement annuel au deuxième trimestre 2022. Elle devrait continuer de ralentir progressivement pour atteindre 11,2 % à la fin de l'année 2022, en raison de la hausse de l'écart de production négatif lié à la faiblesse de la demande ainsi qu'à l'appréciation attendue du taux de change nominal.

Le Comité a noté que les principaux risques pesant sur l'inflation sont la hausse du cours des matières premières liée aux effets de la guerre en Ukraine et la persistance de la pandémie en Chine, ainsi que de l'augmentation des salaires. Ces effets pourraient être atténués par l'amélioration de la desserte en électricité dans les régions administratives, la finalisation des travaux de reconstruction des infrastructures routières, la mise en œuvre du protocole d'accord avec la chambre du Commerce visant à faciliter le dédouanement des produits de première nécessité, comme le riz et le sucre, et la fixation des prix plafond pour ces produits, l'application des mesures d'abus d'interdiction de position monopolistique.

En dépit de ces risques, et au regard des tendances monétaires actuelles, notamment en matière de base monétaire et de l'appréciation du taux de change, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir inchangés les niveaux du taux directeur à 11,5 % et du coefficient des réserves obligatoires à 15 %.

Fait à Conakry, le 15 juillet 2022

Le Président du Comité de Politique Monétaire

Dr Karamo KABA



Résumé analytique

Au premier trimestre 2022, l'activité économique mondiale reste tributaire des effets négatifs de la guerre russo-ukrainien et de la persistance de la pandémie de la COVID-19. La croissance économique enregistre des évolutions contrastées au sein des économies avancées, ainsi que celles des économies émergentes.

En effet, la croissance ralentie aux Etats-Unis alors qu'elle s'accélère modérément dans la Zone Euro. Le ralentissement de la croissance économique aux Etats-Unis résulte de la baisse des dépenses publiques, des investissements privés et des exportations. Dans la zone Euro, l'accélération de la croissance est tirée principalement par l'Italie. La croissance s'est également accélérée au Royaume Uni. La Chine et l'Inde enregistrent un ralentissement de leur croissance économique, en raison de la baisse de l'activité industrielle et des échanges commerciaux.

La hausse des prix mondiaux de l'énergie et des biens échangeables, accentuée par le conflit en Ukraine, s'est traduite par une accélération de l'inflation dans les économies avancées, au premier trimestre 2022. Aux Etats Unis, la hausse des prix a atteint 8 %, contre 6,7 % au quatrième trimestre 2021. Dans la zone Euro, le taux d'inflation se situe à 6,1 %, contre 4,6 % au quatrième trimestre 2021, conséquence de l'augmentation des prix de l'énergie, des services et des produits de l'alimentation. Au Brésil, en Russie et au Royaume Uni, l'inflation s'est accélérée pour se situer à 10,7 %, 11,6 % et à 5,5 %, respectivement. Par ailleurs, en Chine, le taux d'inflation s'est ralenti pour se situer à 1,2 %, contre 1,8 % au quatrième trimestre 2021.

En raison de l'augmentation de la demande globale et des contraintes liées à l'offre, accentuées par les effets de la guerre en Ukraine, l'indice global des matières premières progresse de 13,2 % au premier trimestre 2022 et de 51,6 % en glissement annuel. Cette hausse est portée par l'indice des produits énergétiques qui augmente de 14,8 % par rapport au trimestre précédent, en lien avec la flambée des prix du pétrole, du gaz naturel et du charbon. Aussi, l'indice des matières

premières non énergétiques a augmenté de 11,4 % par rapport au quatrième trimestre 2021, du fait de la hausse des prix du blé, du maïs et du soja.

Dans ce contexte de pression inflationniste, la politique monétaire est restée restrictive dans plusieurs économies. Les Banques Centrales des économies avancées ont durci leur politique monétaire en ajustant à la hausse leur taux d'intérêt directeur. La Réserve Fédérale Américaine et la Banque d'Angleterre ont relevé leur taux d'intérêt de 25 points de base. De même, les Banques Centrale du Brésil et de la Russie ont également durci leur politique monétaire. Par contre, la Banque Populaire de Chine et la Banque du Japon ont maintenu inchangé leur taux d'intérêt directeur.

Sur le plan national, malgré les effets de la guerre en Ukraine, l'économie guinéenne est restée résiliente. Le taux de croissance du PIB devrait s'établir à 5,1 % en 2022, contre 4,9 % en 2021, tiré principalement par l'agriculture, les mines et les télécommunications.

Du côté de la demande, la croissance économique serait dépendante de la consommation publique, des investissements dans le secteur minier et des exportations, notamment minières.

Au premier trimestre 2022, les indicateurs budgétaires de la Guinée se sont améliorés, grâce à la rationalisation des dépenses publiques dans un contexte de mobilisation accrue des recettes. Les soldes de base dons inclus et dons exclus enregistrent des excédents de GNF 1 498,76 milliards et de GNF 1 385,13 milliards, respectivement. Le solde primaire affiche un excédent de GNF 2 214,89 milliards, contre un déficit de GNF 1 519,11 milliards au quatrième trimestre 2021. Le solde base caisse est resté excédentaire de GNF 1 314,49 milliards au premier trimestre 2022.

Dans le but de soutenir la relance économique, dans une situation de baisse de la liquidité du système bancaire, sur décision du Comité de Politique Monétaire, la BCRG a revu à la baisse de 1 point le coefficient des réserves obligatoires pour le fixer

à 15%. Par contre, le taux d'intérêt directeur est maintenu à son niveau du quatrième trimestre 2021, soit 11,5 %.

La liquidité globale du système bancaire s'est améliorée de 19,30 % par rapport à fin décembre 2021 pour se chiffrer à GNF 5 941,46 milliards à fin mars 2022, en raison du désendettement de l'Etat vis-à-vis du système bancaire.

La masse monétaire enregistre une progression modérée de 2,5 % par rapport à fin décembre 2021 pour s'établir à GNF 41 613,03 milliards à fin mars 2022, résultant de la hausse des avoirs extérieurs de la Banque Centrale. La base monétaire se situe à GNF 17 467,71 milliards à fin avril 2022, contre GNF 18 456,79 milliards à fin mars 2022 et de GNF 17 456,64 milliards à fin décembre 2021.

En moyenne, au premier trimestre 2022, sur le marché officiel, le Franc Guinéen s'apprécie de 6,5 % par rapport au dollar et de 10 % par rapport à l'euro. La prime de change se situe en moyenne à 0,24% pour le dollar des Etats-Unis et de 0,53% pour l'euro au premier trimestre 2022, contre 0,4% et -0,4%, respectivement au trimestre précédent.

L'appréciation du franc guinéen par rapport aux principales devises (dollar des Etats unis et l'euro) s'explique principalement par l'amélioration de l'offre de devise, en raison de la mobilisation des recettes minières et du rapatriement des recettes d'exportation des orpailleurs artisanaux, suite à l'application effective des dispositions de l'instruction de la Banque Centrale relative aux conditions de commercialisation et d'exportation de l'Or en République de Guinée.

Au premier trimestre 2022, l'excédent de la balance commerciale se chiffre à USD 1 240,10 millions, contre un excédent de USD 473,53 millions au premier trimestre 2021, soit une amélioration de USD 766,57 millions (161,9%). Cette amélioration est attribuable principalement à la hausse des exportations des produits miniers, notamment l'or (60,18%) et la bauxite (48,09%), dans un contexte de faible progression des importations (0,23 %).

Le taux d'inflation, en glissement annuel, se situe à 11% en avril 2022, contre 12,4 % en mars 2022 et 12,4% en avril 2021. La composante alimentaire reste le moteur de cette progression des prix, en raison de l'augmentation de la demande en prélude des fêtes de ramadan et de pâques.

Selon les prévisions de juillet 2022, l'inflation devrait rester à deux chiffres jusqu'au deuxième trimestre 2023, en raison de la persistance de l'inflation, des anticipations des agents économiques, la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques et la surévaluation du taux de change effectifs réel. Toutefois, la hausse des prix serait atténuée par l'écart de production négatif.

Ainsi, au deuxième trimestre 2022, l'inflation se situerait à 11,9% en glissement annuel. Ce taux devrait continuer à baisser progressivement pour atteindre 11,2% à la fin de l'année 2022, en raison de la hausse de l'écart de production négatif lié à la faiblesse de la demande ainsi qu'à l'appréciation attendue du taux de change nominal.

Les principaux risques qui pèsent sur l'inflation sont : la hausse du cours des matières premières liée aux effets de la guerre en Ukraine, la persistance de la pandémie en Chine et la période de carême chrétien et musulman qui coïncide cette année. Ces effets pourraient être atténués par l'amélioration de la desserte en électricité dans les régions administratives, l'accélération des travaux de reconstruction des infrastructures routières, la mise en œuvre du protocole d'accord avec la chambre du Commerce visant à faciliter le dédouanement des produits de première nécessité, comme le riz et le sucre, et la fixation des prix plafond pour ces produits, l'application des mesures d'abus d'interdiction de position monopolistique.

1

**Environnement
International**

Au premier trimestre 2022, la conjoncture économique internationale a été marquée par la diffusion du variant Omicron et l'éclatement du conflit en Ukraine. Si l'impact sur l'activité est encore limité à ce stade, l'incertitude est extrême et les dernières enquêtes de confiance témoignent d'un choc négatif sensible. Du côté de l'inflation, l'impact est déjà visible, avec un aléa haussier en mars plus fort que prévu. Dans ce contexte, les banques centrales repensent leurs conditions monétaires et les investisseurs se repositionnent.

1.1 Activité économique mondiale

Dans un contexte marqué par la persistance de la pandémie de la COVID-19 et la guerre russo-ukrainienne, l'activité économique mondiale s'est ralentie. Aux Etats-Unis, la croissance économique a subi un coup d'arrêt inattendu au premier trimestre 2022, le PIB se contracte de 0,4 %, contre 1,7% au quatrième trimestre 2021. La baisse du PIB reflète notamment celle des investissements privés, des dépenses publiques et le déséquilibre du commerce extérieur.

Dans la zone euro, comme au quatrième trimestre 2021, le PIB est resté à 0,3 %. Cette croissance est portée par Allemagne (0,2%) et l'Italie (0,1%). Par contre, en France, l'activité économique a stagné, due principalement à la faiblesse de la demande intérieure qui est pénalisée par la vague Omicron et le début du conflit ukrainien.

La croissance économique au Royaume-Uni a ralenti à 0,8 % au premier trimestre 2022, contre 1,3 % au quatrième trimestre 2021. L'économie japonaise s'est contractée de 0,2 %, contre une croissance de 0,9 % au dernier trimestre de 2021.

Au niveau des pays émergents, l'activité économique a connu des évolutions différentes. En Chine, la croissance a ralenti de 1,3 %, contre 1,4 % au dernier trimestre de 2021. Cette croissance modérée a été tirée par l'activité industrielle et les investissements en capital fixe. La croissance de l'activité économique de l'Inde a ralenti, le PIB progressant de 4,1%, contre 5,4 % au quatrième trimestre 2021. La décélération de la croissance est due à celle de l'activité industrielle, liée à la hausse des prix du pétrole brut et des matières premières après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Tableau 1 — Croissance économique mondiale (en %)

	1 ^{er} trim 2021	2 ^e trim 2021	3 ^e trim 2021	4 ^e trim 2021	1 ^{er} trim 2022
États-Unis	1,5	1,6	0,6	1,7	-0,4
Zone euro	-0,1	2,2	2,2	0,3	0,3
Allemagne	-1,7	2,2	1,7	-0,3	0,2
France	0,2	1,5	3,0	0,8	0,0
Italie	0,3	2,7	2,5	0,7	-0,2
Japon	-0,3	0,5	-0,7	0,9	-0,2
Royaume-Uni	-1,2	5,6	0,9	1,3	0,8

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques

1.2 Inflation et matières premières

La montée en puissance de la variante Omicron de la COVID-19 et l'invasion russe de l'Ukraine fin février ont entraîné une nouvelle hausse des prix des matières premières. Les prix du pétrole, du gaz, des denrées alimentaires et d'autres matières premières ont sensiblement augmenté. Cela a exercé une pression sur les prix au niveau mondial.

1.2.1 — Inflation

Les tensions inflationnistes se sont accentuées au premier trimestre 2022, principalement en raison des fortes augmentations des prix mondiaux de l'énergie et des biens échangeables, exacerbée par le conflit ukrainien. La hausse des prix est plus marquée dans les économies avancées. Ainsi, aux États-Unis, l'inflation a atteint 8 %, contre 6,7 % au quatrième trimestre 2021.

Dans la zone Euro, l'inflation s'est accélérée pour atteindre 6,1 %, contre 4,6 % au dernier trimestre 2021. Les produits énergétiques, les services et les produits alimentaires ont contribué à cette

hausse. Ainsi, le taux d'inflation s'est situé à 5,8 % en Allemagne, contre 5 % au quatrième trimestre 2021. En France, il est passé de 2,7 % au quatrième trimestre 2021 à 3,7 % au premier trimestre 2022. En Italie, l'inflation a accélérée passant de 3,5 % au quatrième trimestre 2021 à 5,7 % au premier trimestre 2022.

Au Japon, les prix à la consommation ont augmenté de 0,9 %, contre 0,5 % au trimestre passé. L'inflation au Royaume Uni s'est accélérée en se situant à 5,5 %, contre 4,4 % dernier trimestre 2021.

Dans les économies émergentes, l'inflation s'est accélérée en Russie et au Brésil. En Russie, elle a atteint 11,6 %, contre 8,3 % au quatrième trimestre 2021. Au Brésil, elle s'est également accrue en passant de 10,5 % au quatrième trimestre 2021 à 10,7 % au premier trimestre 2022. Par contre, en Chine, le taux d'inflation est passé de 1,8 % au quatrième trimestre 2021 à 1,2 % au premier trimestre 2022.

Tableau 2 — Évolution de l'inflation mondiale (en %)

	1 ^{er} trim 2021	2 ^e trim 2021	3 ^e trim 2021	4 ^e trim 2021	1 ^{er} trim 2022
États-Unis	1,9	4,8	5,3	6,7	8,0
Zone euro	1,1	1,8	2,8	4,6	6,1
Allemagne	1,4	2,3	3,9	5,0	5,8
France	0,7	1,4	1,7	2,7	3,7
Italie	0,6	1,2	2,2	3,5	5,7
Japon	-0,5	-0,7	-0,2	0,5	0,9
Royaume-Uni	0,9	2,1	2,7	4,4	5,5
Chine	-0,1	1,3	1,0	1,8	1,2

Source : Fonds Monétaire International

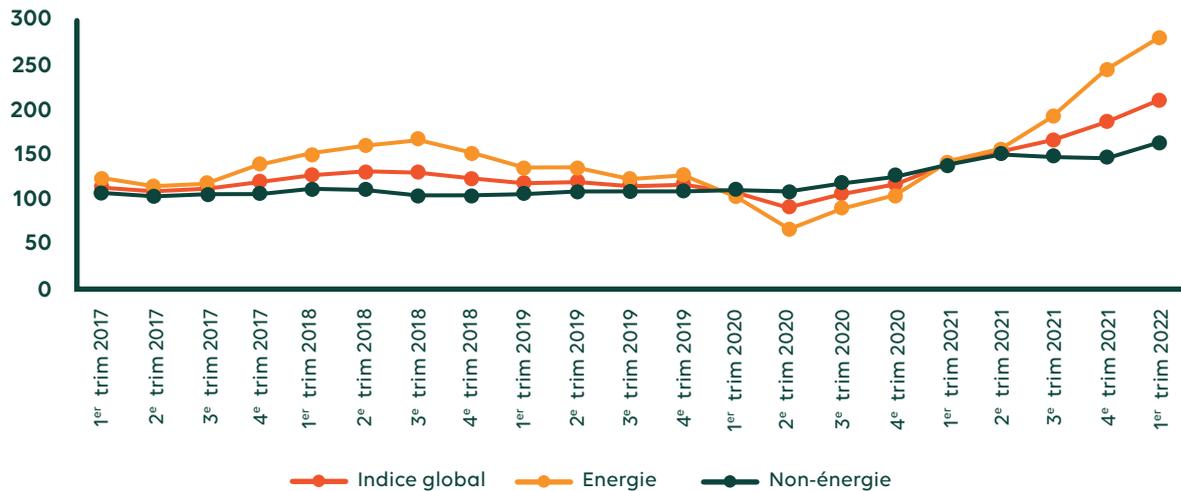
1.2.2 — Matières premières

Les prix des produits de base ont explosé au premier trimestre 2022, sous les effets de la guerre en Ukraine, de l'augmentation soutenue de la demande et des contraintes liées à l'offre.

L'indice global des matières premières du FMI s'est accru de 13,2 % par rapport au quatrième trimestre 2021 et 51,6 % en glissement annuel. Il est principalement tiré par l'indice des produits

énergétiques qui a enregistré une hausse de 14,8 % par rapport quatrième trimestre 2021 et de 98,9 % par rapport au premier trimestre 2021. Les prix des matières premières non énergétiques ont également augmenté de 11,4 % et de 18,1 % en glissement trimestriel et annuel, respectivement.

Graphique 1 — Évolution de l'indice des matières premières



Source : Ministère des Mines et de la Géologie

La hausse des prix des produits énergétiques s'explique en partie par les perturbations attendues au niveau des exportations russes de pétrole, de gaz naturel et de charbon.

En mars 2022, le prix du Brent est ressorti à USD 116 dollars le baril, contre USD 74,3 en décembre 2021. La hausse des prix des produits énergétique a également impacté les prix des produits non-énergétiques.

Ainsi, l'indice des prix agricoles a gagné 11 % au dernier trimestre de 2021 et 25 % en glissement annuel. L'indice général des prix des matières premières alimentaires de la Banque mondiale a progressé de 14 % au premier trimestre 2022. La flambée des prix est due aux perturbations de la production et des échanges commerciaux de certains produits de base.

Parmi les principaux produits alimentaires, les prix du blé ont augmenté de 31 % par rapport au trimestre précédent, suivis du maïs et du soja de 20 % chacun. En revanche, les prix du riz sont restés relativement stables. Les prix de la composante boisson ont augmenté de 30 %, en raison de la hausse des prix du café, expliquée par des déficits de production liés aux conditions météorologiques. Le prix des métaux a augmenté de 13 % par rapport au quatrième trimestre 2021, sur fond d'inquiétudes quant à une rupture d'approvisionnement, tandis que les stocks sont tombés à des niveaux historiquement bas. Le prix de l'aluminium a bondi de 18 % et celui du minerai de fer a augmenté de 27 %. Le prix de l'or, quant à lui, s'est accru de 4,3 %.

1.3 Marché financier et politique monétaire

1.3.1 — Taux de change

Le marché des changes est marqué par l'appréciation du dollar américain par rapport aux principales devises internationales. Ainsi, le dollar américain s'est apprécié de 2 % par rapport à l'euro, de 2,3 % par rapport à la livre sterling et de 7,1 % par rapport au yen. Par contre, il s'est déprécié de 0,4 % par rapport au yuan et de 15,1 % par rapport à la roupie indienne.

En revanche, il est observé une dépréciation de l'euro au cours du trimestre en revue. La dépréciation de l'euro est en lien, notamment, avec les pressions inflationnistes, qui ont induit une divergence dans l'orientation de la politique monétaire des grandes banques centrales du monde. La devise de la zone euro s'est dépréciée vis-à-vis de la livre sterling de 0,2 % et de 2,8 % par rapport au yuan chinois. Toutefois, elle s'est renforcée à l'égard du yen japonais de 0,2 %.

1.3.2 — Politique monétaire

En raison des pressions inflationnistes au cours du trimestre en revue, les banques Centrales dans les économies avancées ont durci leur politique monétaire en relevant leurs taux d'intérêt directeurs. Ainsi, la Réserve Fédérale américaine a relevé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 25 points de base pour la situer entre 0,25% et 0,50%. De même, la Banque d'Angleterre, dans le but de contenir l'inflation, a relevé son taux d'intérêt de 25 points de base pour le porter à 0,75 %. Par contre, la Banque Centrale Européenne a maintenu inchangés ses taux directeurs. La Banque du Japon a gardé inchangé sa politique monétaire ultra-accommodante, en conservant son taux d'intérêt négatif de 0,1%. Elle va continuer à acheter les obligations publiques japonaises nécessaires pour maintenir leur rendement à dix ans autour de 0%.

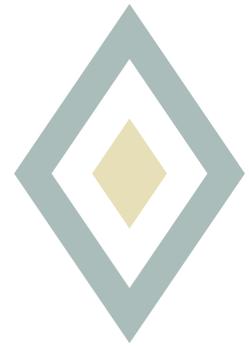
Dans les pays émergents, la Banque Populaire de Chine a, pour sa part, maintenu inchangé son taux directeur à 3,70%, pour soutenir davantage l'économie réelle et stabiliser le cadre macroéconomique. Cependant, la politique monétaire s'est durcie au Brésil, la Banque Centrale ayant relevé son taux directeur à 11,75 %.



2

Environnement économique national

2.1 Activité économique

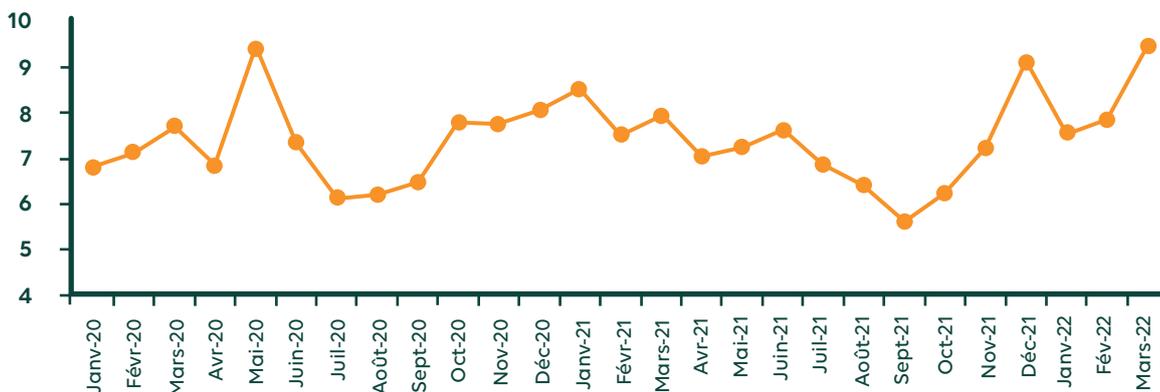


2.1.1 — Activités minières

- **Production de Bauxite**

Au premier trimestre 2022, la production de bauxite s'accroît de 10,2 % pour se situer à 24,9 millions de tonnes contre 22,6 millions de tonnes au dernier trimestre 2021. En glissement annuel, la production de bauxite augmente de 3,8 %. Cette augmentation résulte de l'entrée en production de ASHAPURA dans le secteur de la bauxite et de l'augmentation de la demande mondiale, en particulier celle chinoise.

Graphique 2 — Évolution de la production de bauxite (en millions de tonnes)

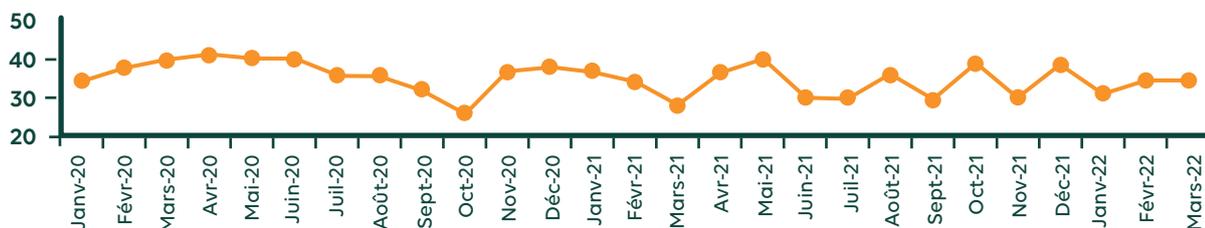


Source : Ministère des Mines et de la Géologie

- **Production d'Alumine**

Au premier trimestre 2022, la production d'alumine baisse de 6,7 % pour se stabiliser à 100 600 tonnes, contre 107 800 tonnes au dernier trimestre 2021, en lien avec le ralentissement de la production, suite à la guerre russo-ukrainienne. En glissement annuel, elle augmente de 1,2 %.

Graphique 3 — Évolution de la production et des exportations d'alumine en 2021 (en milliers de tonnes)

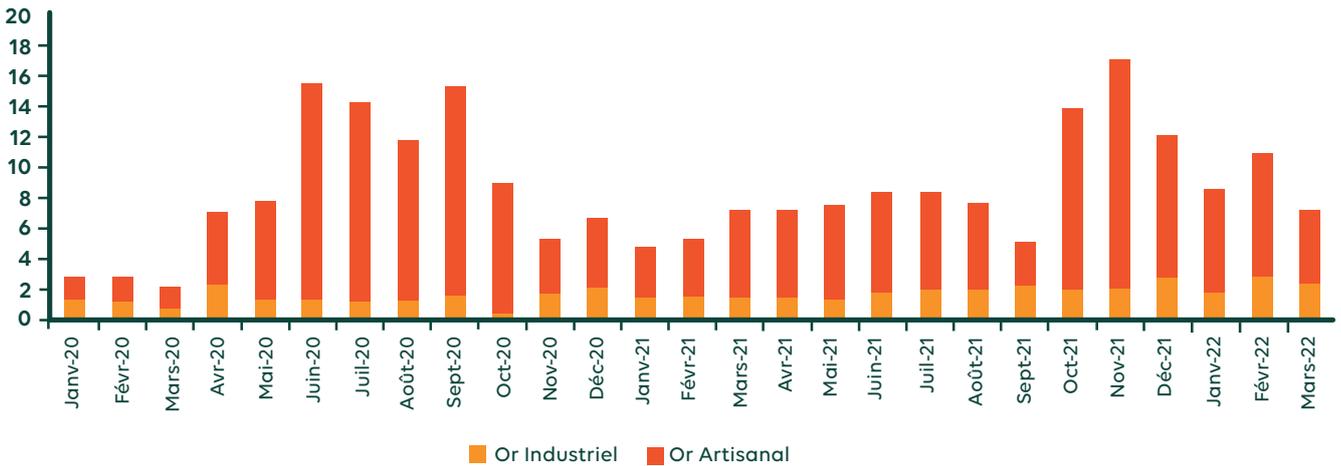


Source : Ministère des Mines et de la Géologie

- **Production de matières précieuses**

Au premier trimestre 2022, la production d'or baisse de 38,4 % par rapport au trimestre précédent, pour se situer à 26,7 tonnes. Cette baisse s'explique notamment par la suspension de certains comptoirs suite au non-paiement de la caution de 0,15 % liée au rapatriement des recettes d'exportation de l'or. En glissement annuel, la production d'or augmente de 54,1 %.

Graphique 4 — Évolution de la production d'or (en tonnes)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La production de diamants baisse de 45,4 % par rapport au quatrième trimestre 2021, pour se situer à 29 540 carats, en lien avec un ralentissement des activités dans le secteur. La production de diamants se contracte de 67,2 %, en glissement annuel.

- **Production de fer**

La production de fer s'accroît de 97 % pour s'établir à 303 774 tonnes au premier trimestre 2022, contre 154 189 tonnes au trimestre précédent, en lien avec le renforcement de la capacité de production, suite à l'installation de nouveaux équipements d'extraction et de transport de minerai de fer. En glissement annuel, elle baisse de 39,7 % par rapport au premier trimestre 2021.

2.2 Analyse de l'inflation

2.2.1 — Inflation globale

Le taux d'inflation, en glissement annuel, se situe à 11 % en avril 2022, contre 12,4 % en mars 2022 et 12,4 % en avril 2021. La composante alimentaire, qui augmente de 12,6 %, continue de tirer l'inflation, en raison notamment, de l'augmentation de la demande durant les mois de carême chrétien et ramadan musulman, et la perturbation de l'approvisionnement des marchés en produits locaux de consommation.

La hausse des prix des produits alimentaires est impulsée par celle des prix des sous-groupes « Boissons alcoolisées » (38,1 %), « Sel, épices et produits alimentaires » (35,5 %), « légumes autres que pommes de terre et tubercules » (32,3 %), « Lait, fromage et œufs » (14,9 %), et « viande » (11,6 %).



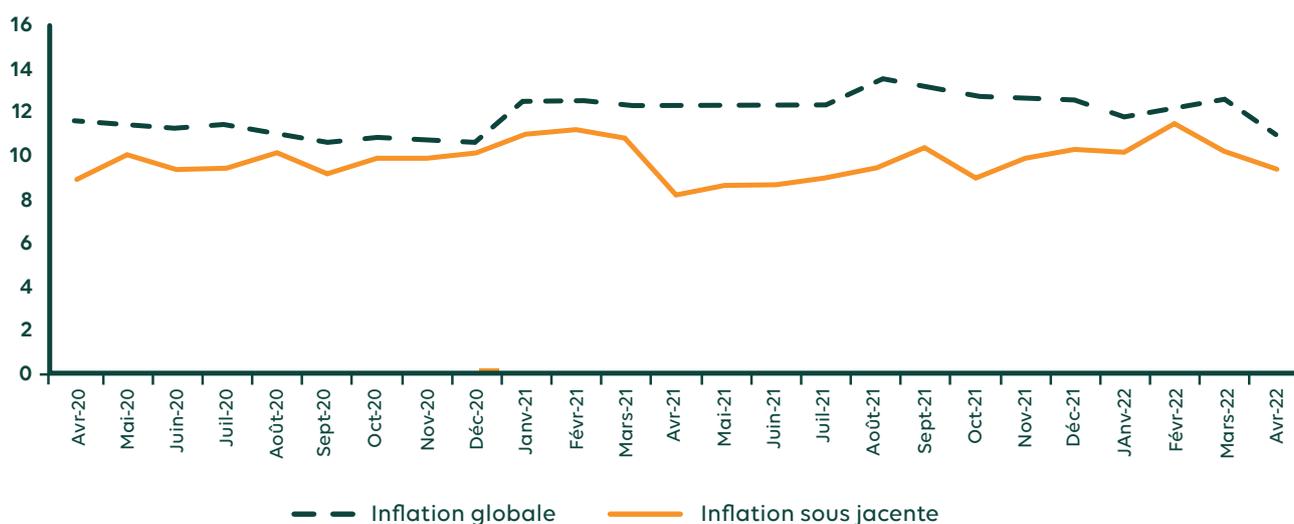
En termes d'origine, la variation des prix à la consommation en glissement annuel résulte, à la fois, de la hausse des prix des produits locaux et des produits importés de 11,2 % et de 7,9%, respectivement, en avril 2022.

2.2.2 — Inflation sous-jacente

L'inflation sous-jacente, représentée par l'indice des prix hors énergie et produits frais, se situe à 9,4 % en avril 2022, contre 8,2 % une année auparavant. Elle est tirée principalement à la hausse par les prix des produits d'ameublement, des équipements ménagers et d'entretiens courants de la maison (27,1 %), des produits alimentaires et des boissons (9,6 %) ainsi que des médicaments et autres produits pharmaceutiques, appareils et matériels thérapeutiques (9,1 %).

La forte augmentation des prix des « biens et des services d'entretiens courants de l'habitation » (41,2 %) impacte à la hausse l'évolution des prix. L'augmentation des prix des « produits alimentaires et des boissons » est liée à l'augmentation de la demande durant la période de ramadan et des fêtes (pâque et ramadan). L'évolution des prix des médicaments et autres produits pharmaceutiques résulte de celle des prix des médicaments traditionnels (31,5 %) et des prix des « services médicaux et paramédicaux extrahospitaliers » (28,8 %).

Graphique 5 — Évolution de l'inflation en glissement annuel (en %)



Source : Calculs à partir des données de l'Institut National de la Statistique

2.2.3 — Indice des prix des produits frais et énergétiques

En glissement annuel, l'indice des produits énergétiques enregistre un accroissement modéré de 0,2 % en avril 2022, contre 8,3 % en septembre 2021 et 7,2 % un an auparavant. L'augmentation du prix des lubrifiants a principalement contribué à celle de l'indice des produits énergétiques. Toutefois, compte tenu de la baisse du prix du gaz butane en septembre 2021, l'indice des prix du gaz baisse de 3,6 %, en glissement annuel, pour se situer à 970,6 en avril 2022.

En Avril 2022, les prix des produits frais augmentent de 13,6 %, en glissement annuel, en raison de la forte augmentation des prix des légumes frais (36,2 %), du « sel, des épices et des sauces » (35,5 %), et des « poissons et autres produits de la pêche séchés ou fumés » (11,3 %).

2.3 Secteur monétaire et financier

2.3.1 — Masse monétaire

Comme au trimestre précédent, la masse monétaire enregistre une progression modérée de 2,5 % par rapport à fin décembre 2021 pour se situer à GNF 41 613,03 milliards à fin mars 2022. Cette progression est portée par les avoirs extérieurs nets. La masse monétaire est en hausse de 5,3 % en glissement annuel.

2.3.1.1 Contreparties de la masse monétaire

- **Avoirs extérieurs nets**

Les avoirs extérieurs nets passent de GNF 14 627,21 milliards à fin décembre 2021 à GNF 16 429,33 milliards à fin mars 2022, soit une hausse de 12,3%. Cette hausse est tirée en grande partie par les avoirs extérieurs de la Banque Centrale et dans une moindre mesure, par ceux des banques de dépôts. En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets augmentent de 11,6%.

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se renforcent de 16,7 % par rapport à fin décembre 2021 pour s'établir à GNF 11 084,14 milliards (USD 1 230,89 millions). Cette amélioration est due entre autres, à l'encaissement du ticket d'entrée de Simandou (environ USD 75 millions), à la mobilisation des recettes minières (USD 111,36 millions) et au rapatriement des recettes d'exportations des orpailleurs artisanaux à la BCRG (USD 154,98 millions).

Concernant les avoirs extérieurs nets des banques de dépôts, ils progressent de 4,3% par rapport à fin décembre 2021 pour atteindre GNF 5 345,19 milliards à fin mars 2022. Cette progression est attribuable à l'approvisionnement des comptes de correspondants étrangers pour le règlement des fournisseurs étrangers et au rapatriement des recettes d'exportation des sociétés minières et des orpailleurs artisanaux.

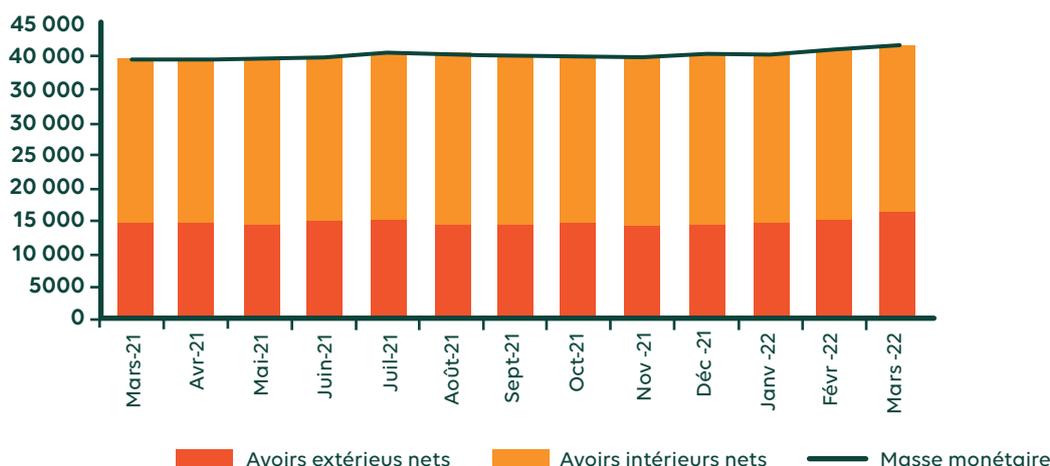
- **Avoirs intérieurs nets**

Les avoirs intérieurs nets s'élèvent à GNF 25 183,69 milliards à fin mars 2022, contre GNF 25 954,34 milliards à fin décembre 2021, soit une baisse de 3%, résultant essentiellement de l'amélioration de la Position Nette du Trésor (PNT) dans le système bancaire. En glissement annuel, la croissance des avoirs intérieurs nets de 1,5% est tirée essentiellement par les créances sur les entreprises publiques.

En effet, la PNT auprès du système bancaire s'établit à GNF 19 044,94 milliards à fin mars 2022, en amélioration de 6,3% par rapport à fin décembre 2021. Cette amélioration est imputable principalement à l'encaissement de la contrepartie en GNF du ticket d'entrée de Simandou et à la mobilisation des ressources notamment les impôts et taxes et droits de douanes.

Les crédits au secteur privé augmentent de 5,9% pour s'établir à GNF 14 707,45 milliards à fin mars 2022. Cette augmentation provient notamment, de la mise en place de nouveaux crédits en faveur des clients évoluant essentiellement dans les secteurs du commerce, de l'industrie, des hydrocarbures et des BTP. Les crédits à l'économie sont essentiellement tirés par les crédits à court terme qui représentent 62% du total des crédits à fin mars 2022.

Graphique 6 — Évolution de la masse monétaire et de ses contreparties (en milliards de GNF)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.3.1.2 Composantes de la masse monétaire

En partant de ses composantes, la progression de la masse monétaire est tirée principalement par les dépôts à vue et les dépôts à termes et contenue à la baisse par la circulation fiduciaire. En glissement annuel, elle reste portée principalement par la circulation fiduciaire et les dépôts à vue.

- **Circulation fiduciaire**

La circulation fiduciaire s'élève à GNF 12 070,56 milliards à fin mars 2022, en légère baisse de 0,01% par rapport à fin décembre 2021. Cette contraction est essentiellement imputable à l'amélioration de la Position Nette du Trésor. En glissement annuel, la circulation fiduciaire augmente de 1,2%.

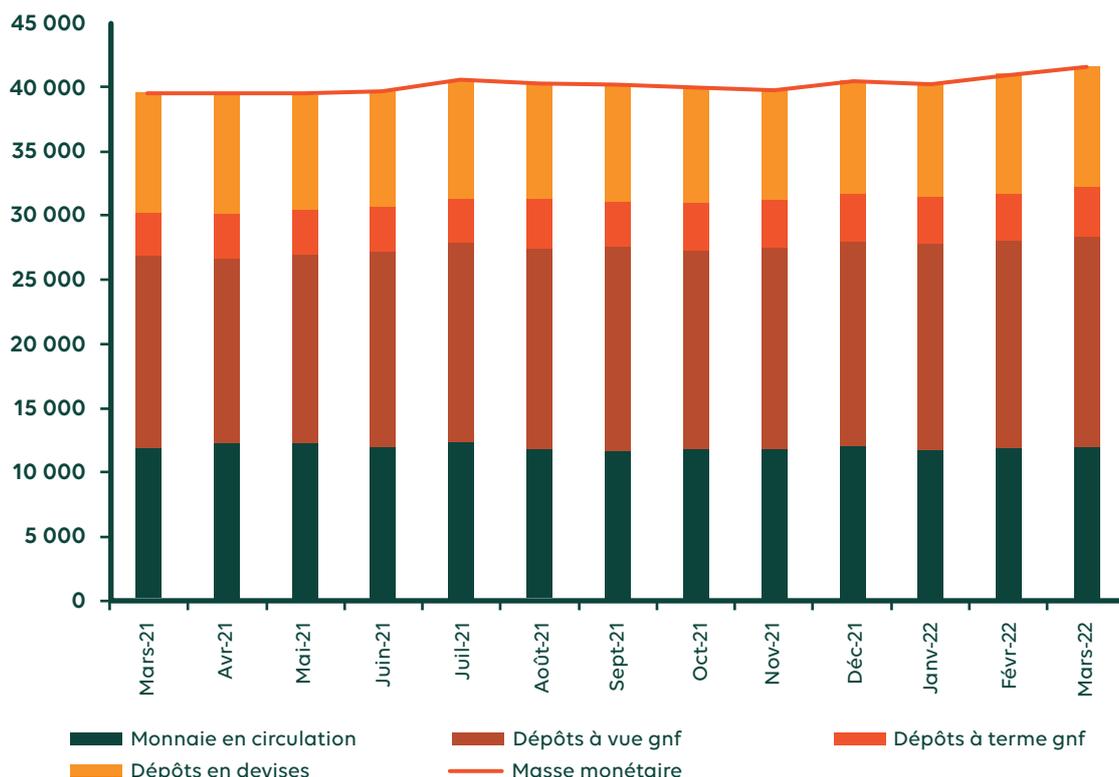
- **Dépôts**

Les dépôts en francs guinéens progressent de 2,4% par rapport à fin décembre 2021 pour se situer à GNF 20 206,62 milliards à fin mars 2022, en raison de la hausse des crédits au secteur privé. En glissement annuel, les dépôts en francs guinéens augmentent de 10,03%.

Les dépôts à vue passent de GNF 15 986,25 milliards à fin décembre 2021 à GNF 16 339,05 milliards à fin mars 2022, soit une amélioration de 2,2%. Les dépôts à vue augmentent de 9,1%, en glissement annuel. De même, les dépôts à termes ont également augmenté de 3% par rapport à fin décembre 2021 et de 14% en glissement annuel, pour se situer à GNF 3 867,57 milliards à fin mars 2022.

Quant aux dépôts en devises, ils augmentent de 6,5% par rapport à fin décembre 2021 pour s'établir à GNF 9 335,84 à fin mars 2022, résultant principalement de l'augmentation des dépôts des clients évoluant dans les secteurs de l'industrie, des mines, des hydrocarbures et des télécommunications.

Graphique 7 — Évolution de la masse monétaire et de ses composantes (en milliards de GNF)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.3.2 — Conditions monétaires

Le premier trimestre 2022 a été marqué par un assouplissement des conditions monétaires. Dans le but de soutenir la relance économique dans un contexte de baisse de la liquidité du système bancaire, sur décision du Comité de Politique Monétaire, la Banque Centrale a revu à la baisse de 1 point de pourcentage le coefficient des réserves obligatoires pour le fixer à 15 %. Par contre, le taux directeur est resté à son niveau du quatrième trimestre 2021, soit 11,5 %.

• Liquidité bancaire

A fin mars 2022, la liquidité globale du système bancaire s'est améliorée de 19,30 % par rapport à fin décembre 2021 pour s'établir à GNF 5 941,46 milliards, en raison de la hausse plus marquée des réserves excédentaires des banques. Les réserves excédentaires des banques se chiffrent à GNF 1 111,40 milliards à fin mars 2022, contre GNF 564,13 milliards à fin décembre 2021, soit une hausse de 97,01 %. Cette hausse est expliquée par le désendettement de l'Etat vis-à-vis du système bancaire.

Par ailleurs, les réserves obligatoires s'accroissent également de 3,53 % par rapport à fin décembre 2021 pour atteindre GNF 4 655,64 milliards à fin mars 2022, en lien avec la hausse des dépôts bancaires.

• Structure des taux d'intérêt

Le taux débiteur maximum moyen des banques est resté inchangé par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 22,25 % au premier trimestre 2022. Le taux créditeur moyen sur les comptes à terme passe de 3,41 % au quatrième trimestre 2021 à 4,33 % au premier trimestre 2022, soit une hausse de 0,92 point de pourcentage.

Les taux moyens pondérés des Bons du Trésor pour les maturités de 182 jours et 364 jours sont marqués par une augmentation, tandis que le taux moyen pondéré des Bons du Trésor à 91 jours enregistre une baisse au premier trimestre 2022.

Le taux moyen pondéré des Bons du Trésor à 182 jours passe de 13,2 % au quatrième trimestre 2021 à 13,39 % au premier trimestre 2022, soit une hausse de 0,19 point de pourcentage. De même, le taux moyen pondéré des Bons du Trésor à 364 jours augmente de 1,4 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2021 pour se situer à 14,41 % au premier trimestre 2022. Par contre, le taux moyen sur les Bons du Trésor à 91 jours enregistre une baisse de 0,81 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2021 pour s'établir à 12,19 % au premier trimestre 2022.

2.3.3 — Marché de change

• Cours de change

Comme au quatrième trimestre 2021, la politique de change est caractérisée par une appréciation du franc guinéen par rapport au dollar des Etats unis et l'euro sur le marché officiel ainsi que sur le marché parallèle.

Sur le marché officiel, le taux de change du dollar passe de GNF 9 114,1 à fin décembre 2021, contre GNF 8 801,3 à fin mars 2022, soit une appréciation de 3,4 %. S'agissant du taux de change de l'euro, il enregistre une appréciation de 5 % par rapport à fin décembre 2021 pour se situer à GNF 9 792,32 à fin mars 2022.

En moyenne, au premier trimestre 2022, sur le marché officiel, le Franc Guinéen s'apprécie de 6,5 % par rapport au dollar et de 10 % par rapport à l'euro.

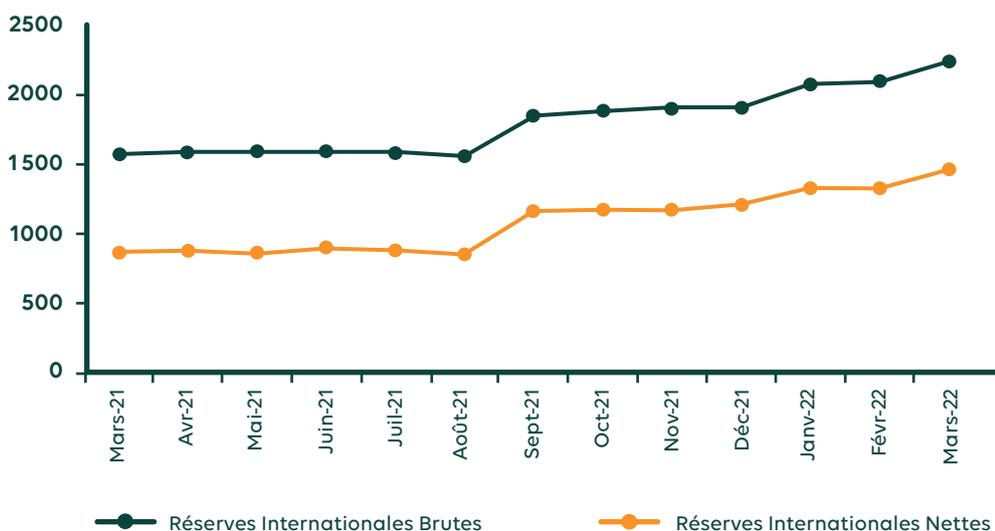
La prime de change se situe en moyenne à 0,24 % pour le dollar au premier trimestre 2022, contre 0,4 % au dernier trimestre 2021. La prime de change en moyenne était de -0,4 % pour l'euro au quatrième trimestre 2021 et de 0,53 % au premier trimestre 2022.

Comme au quatrième trimestre 2021, l'appréciation du franc guinéen par rapport au dollar des Etats unis et à l'euro est expliquée d'une part, par l'amélioration de l'offre de devise résultant du rapatriement des recettes d'exportation des orpailleurs artisanaux, de la mobilisation des recettes minières. D'autre part, cette appréciation est liée à la baisse de la demande de devise sur le marché de change portée par la rationalisation des dépenses et des effets de la digitalisation fiscales.

• Réserves de change

En hausse de 3 % par rapport à fin décembre 2021, les réserves brutes de change s'établissent à USD 2 233,84 millions à fin mars 2022. Ce niveau permet de couvrir environ 5,84 mois d'importations de biens et services. Par ailleurs, les réserves internationales nettes passent de USD 1 209,4 milliards à fin décembre 2021 à USD 1 463,21 millions à fin mars 2022, soit une amélioration de 4 %. L'amélioration des réserves internationales brutes est expliquée principalement par le rapatriement des recettes d'exportations des orpailleurs artisanaux.

Graphique 8 — Évolution des réserves brutes et nettes de change (en millions d'USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.3.4 — Stabilité financière

• Qualité du portefeuille bancaire

En hausse de 22,5 % par rapport à fin décembre 2021, les créances compromises se chiffrent à GNF 1 342,2 milliards à fin mars 2022, soit 9,13 % des créances au secteur privé. Elles s'accroissent de 22,21 % en glissement annuel.

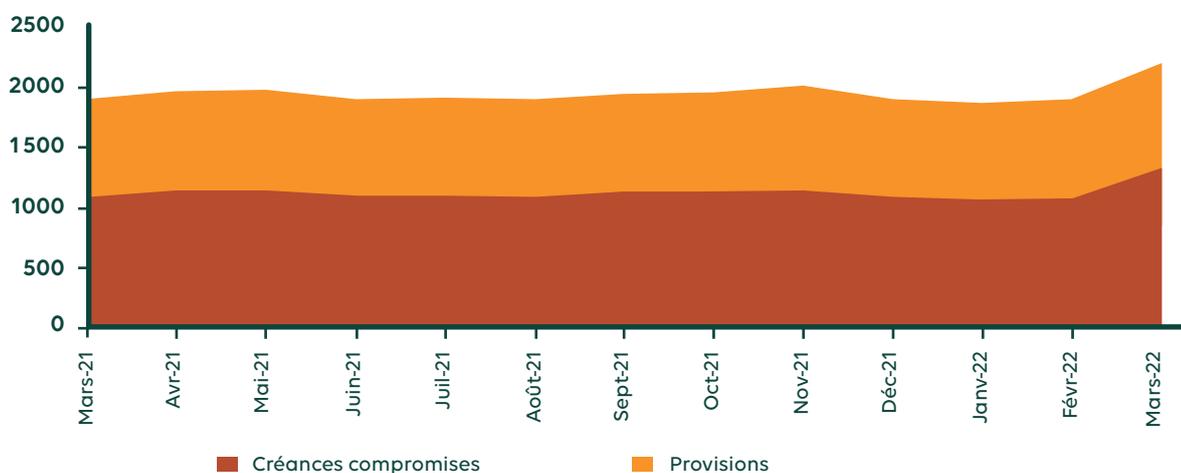
• Provisions

A fin mars 2022, les provisions constituées pour la couverture des créances compromises s'établissent à GNF 846,76 milliards, contre GNF

790,8 milliards à fin décembre 2021, soit une hausse de 7,08 %. En glissement annuel, les provisions s'accroissent de 7,2 %. Ces provisions représentent 63,1 % des créances compromises à fin mars 2022, contre 75,9 % à fin décembre 2021.

L'augmentation des créances compromises et celle, par conséquent, des provisions s'expliquent par l'application de la nouvelle instruction sur le déclassement et le provisionnement des créances compromises.

Graphique 9 — Créances compromises et provisions (en milliards de GNF)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.4 Finances publiques

Dans un contexte de rationalisation des dépenses publiques et la mise en œuvre continue des réformes fiscales et douanières, les indicateurs budgétaires se sont améliorés au premier trimestre 2022 par rapport à leurs niveaux atteint au quatrième trimestre 2021. Les soldes budgétaires bases engagement dons inclus et dons exclus ainsi que le solde budgétaire base caisse se sont traduits par des excédents.

2.4.1 — Recettes

La reprise normale de l'activité économique après le changement intervenu le 05 septembre 2021 est marquée par un accroissement de 21% des recettes et dons par rapport au quatrième trimestre 2021 pour se situer à GNF 5 631 milliards au premier

trimestre 2022. Cette bonne performance est portée par la mobilisation accrue des recettes courantes, et dans une moindre mesure, par celle des dons affectés. En glissement annuel, les recettes et dons augmentent de 10 %.

Au premier trimestre 2022, les recettes courantes mobilisées s'établissent à 5 517,37 milliards, contre GNF 4 596,4 milliards au dernier trimestre 2021, soit une amélioration de 20 %. Cette hausse est expliquée principalement par les recettes du secteur non minier. Les recettes courantes s'accroissent de 14,16 %, en glissement annuel.

Les recettes du secteur non minier passent de GNF 3 783,72 milliards au quatrième trimestre 2021 à GN 4 537,39 milliards au premier trimestre 2022, soit une hausse de 19,9 %, en lien avec une forte

mobilisation des recettes non fiscales et dans une moindre mesure, celle des contributions directes. En glissement annuel, les recettes du secteur non minier augmentent de 13,12 %, en raison de l'amélioration des recettes non fiscales.

En hausse de 32,7 % par rapport au quatrième trimestre 2021, les contributions directes se chiffrent à GNF 514 milliards au premier trimestre 2022. Cette hausse est tirée par les impôts sur le revenu et bénéfices des sociétés qui s'accroissent de 30 % rapport au quatrième trimestre 2021 pour atteindre GNF 752,13 milliards au premier trimestre 2022. En glissement annuel, les contributions directes sont en baisse de 9,17 %.



Tableau 3 — Évolution des recettes et dons (en milliards de GNF)

	1 ^{er} trim 2021	2 ^{ème} trim 2021	3 ^{ème} trim 2021	4 ^{ème} trim 2021	1 ^{er} trim 2022
Recettes Courantes	4 824,40	5 923,04	5 029,75	4 596,43	5 517,37
Secteur minier	816,67	904,26	776,21	812,71	979,98
Secteur non minier	4 007,73	5 018,78	4 253,55	3 783,72	4 537,39
Dons et Emprunts	296,25	471,47	150,48	52,45	113,63
Dons affectés	255,76	471,47	150,48	52,45	113,63
Dons non affectés	40,49	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : Ministère du Budget

Les recettes non fiscales affichent une hausse GNF 760,9 milliards (282,2%) par rapport au quatrième trimestre 2021 pour se situer à GNF 1030,57 milliards au premier trimestre 2022. Cette augmentation est liée à l'encaissement du ticket d'entrée de Simandou. En glissement annuel, elles augmentent de GNF 874,2 milliards (461,9 %).

Par ailleurs, les taxes sur les biens et services ont baissé de 3,8 % par rapport au quatrième trimestre 2021 pour s'établir à GNF 2 096,07 milliards au premier trimestre 2022, en raison de la baisse des taxes sur les biens et services non miniers y compris les taxes spéciales sur les produits pétroliers. Ces taxes sur les biens et services diminuent de 4,82%, en glissement annuel. De même, les recettes sur le commerce international passent de GNF 946,82 milliards au quatrième trimestre 2021 à GNF 896,75 milliards au premier trimestre 2022, soit une baisse de 5,3 % et de 15,11 % en glissement annuel.

En raison de l'amélioration de la production minière, les recettes du secteur minier passent de GNF 812,71 milliards au quatrième trimestre 2021 à GNF 979,98 milliards au premier trimestre 2022, soit une hausse trimestrielle de 20,6% et en glissement annuel de 20 %.

En hausse de GNF 61,18 milliards, soit 116,6%, par rapport au quatrième trimestre 2021, les dons et emprunts se chiffrent à GNF 113,63 milliards au premier trimestre 2022, en raison de l'augmentation des dons projets. En glissement annuel, ils se contractent de 61,64 % en lien avec la situation économique incertaine des partenaires techniques et financiers.

2.4.2 — Dépenses

Dans un contexte de rationalisation et de qualification des dépenses publiques prônée par les autorités de la transition, l'exécution budgétaire s'est traduite par une baisse des dépenses publiques de 35,5 % par rapport au quatrième trimestre 2021 et de 18,23 % en glissement annuel pour s'établir à GNF 4 132,24 milliards au premier trimestre 2022. Cette baisse est expliquée par la réduction des dépenses courantes, et contenue par la hausse des dépenses en capital.

Les dépenses courantes se contractent de 46,8% par rapport au quatrième trimestre 2021 pour se situer à GNF 3 079,55 milliards au premier trimestre 2022, résultant d'une baisse simultanée des dépenses d'autres biens et services, et des subventions et transferts. En glissement annuel,

elles diminuent de 27,63 %, en lien avec la baisse des dépenses sur traitements et salaires ainsi que les dépenses d'autres biens et services.

Les dépenses d'autres biens et services se chiffrent à GNF 358,5 milliards au premier trimestre 2022, contre GNF 1 385,7 milliards au trimestre précédent, soit une contraction de 74,1 %. En glissement annuel, les dépenses d'autres biens et services baissent de 70,34 %.

En se contractant de 62,2 % par rapport au quatrième trimestre 2021, les subventions et les transferts se situent à GNF 1 133 milliards au premier trimestre 2022, contre GNF 2 996 milliards au quatrième trimestre 2021. Ils augmentent de 12,08 % en glissement annuel.

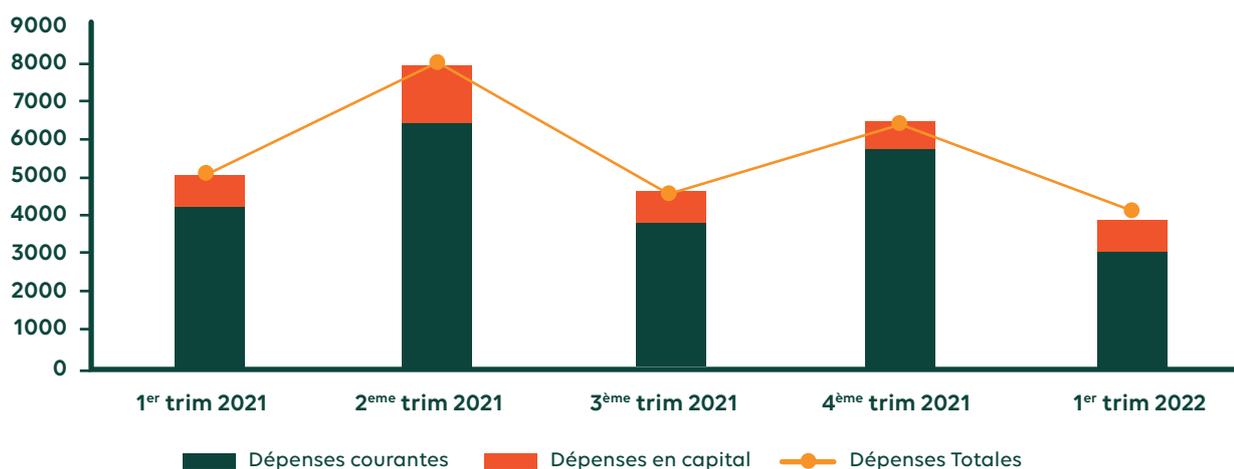


Tableau 4 — Évolution des dépenses publiques (en milliards de GNF)

	1 ^{er} trim 2021	2 ^{ème} trim 2021	3 ^{ème} trim 2021	4 ^{ème} trim 2021	1 ^{er} trim 2022
Dépenses Totales	5 053,5	8 017,4	4 579,2	6 405,4	4 132,2
Dépenses courantes	4 255,2	6 457,6	3 849,6	5 792,7	3 079,6
Traitements & salaires	1 777,8	1 750,4	1 450,2	1 336,6	1 446,4
Autres biens & services	1 210,2	1 856,7	1 007,7	1 385,7	358,5
Subventions & transferts	1 010,9	2 799,6	994,6	2 996,0	1 133,0
dont EDG	284,5	1 397,8	432,7	0,0	738,6
Intérêts de la dette publique	256,3	50,9	397,0	74,4	141,6
Intérêts dette extérieure	100,9	41,5	107,2	42,2	113,0
Intérêts dette intérieure	155,4	9,4	289,8	32,2	28,6
Dépenses en capital	785,3	1 467,9	727,7	612,7	747,1
Financement externe FINEX	642,6	888,0	482,0	215,4	383,9
Financement interne Investissement hors BAS	142,8	579,9	245,7	397,3	363,1

Source : Ministère du Budget

Graphique 10 — Créances compromises et provisions (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget



Par ailleurs, les dépenses sur traitements et salaires en se situant à GNF 1 446,41 milliards au premier trimestre 2022 s'accroissent de 8,2% par rapport au quatrième trimestre 2021 et se contractent de 18,64 % en glissement annuel.

Bien qu'ils se contractent de 44,75 % en glissement annuel, les paiements des intérêts sur la dette publique augmentent de 90,3 % par rapport au quatrième trimestre 2021 pour s'établir à GNF 141,6 milliards au premier trimestre 2022. Cette hausse est portée par les paiements des intérêts sur la dette extérieure, et contenue par ceux de la dette intérieure.

Les dépenses en capital se chiffrent à GNF 747,1 milliards au premier trimestre 2022, contre à GNF 612,7 milliards au quatrième trimestre 2021, soit une hausse de 21,9 %, résultant de la hausse des engagements des dépenses en capital sur financement extérieur. Elles baissent de 4,87% en glissement annuel. Par contre, les dépenses en capital sur financement intérieur atteignent GNF 363,15 milliards au premier trimestre 2022, contre GNF 397,3 milliards au trimestre précédent, en raison de la baisse des investissements sur le Budget National de Développement (BND).

2.4.3 — Soldes budgétaires et financement

La rationalisation des dépenses publiques et la forte mobilisation des recettes totales au premier trimestre 2022 se sont accompagnées par une amélioration des principaux indicateurs budgétaires.

Ainsi, le solde budgétaire (base engagement dons inclus) est marqué par un excédent de GNF 1 498,76 milliards au premier trimestre 2022, contre un déficit de GNF 1 756,5 milliards quatrième trimestre 2021. De même, le solde budgétaire (hors dons) se traduit également par un excédent de GNF 1 385,13 milliards au premier trimestre 2022.

Le solde budgétaire primaire passe d'un déficit de GNF 1 519,11 milliards à un excédent de GNF 2 214,89 milliards au premier trimestre 2022. L'excédent du solde budgétaire (base caisse) s'améliore de GNF 1 004,33 milliards pour s'établir à GNF 1 314,49 milliards au premier trimestre 2022.

Graphique 11 — Évolution des soldes budgétaires (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

Au premier trimestre 2021, l'excédent du solde budgétaire (base caisse) est utilisé pour assurer le désendettement de GNF 1 437,18 milliards vis-à-vis de l'économie nationale, dans un contexte de recours au financement extérieur de GNF 122,69 milliards.

Ce désendettement vis-à-vis de l'économie est reparti entre le système bancaire et le système non bancaire pour GNF 658,25 milliards et GNF 778,93 milliards, respectivement.

Tableau 5 — Évolution du financement du solde budgétaire (en milliards de GNF)

	1 ^{er} trim 2021	2 ^{ème} trim 2021	3 ^{ème} trim 2021	4 ^{ème} trim 2021	1 ^{er} trim 2022
Financements identifiés	200,39	-264,22	228,16	133,23	-1 314,49
Financement extérieur net	934,08	246,55	299,55	188,43	122,69
Financement intérieur net	-733,69	-510,77	-71,39	-55,20	-1 437,18
Système bancaire	-210,22	-232,16	397,72	240,70	-658,25
Financement non bancaire	-523,47	-278,61	-469,11	-295,89	-778,93

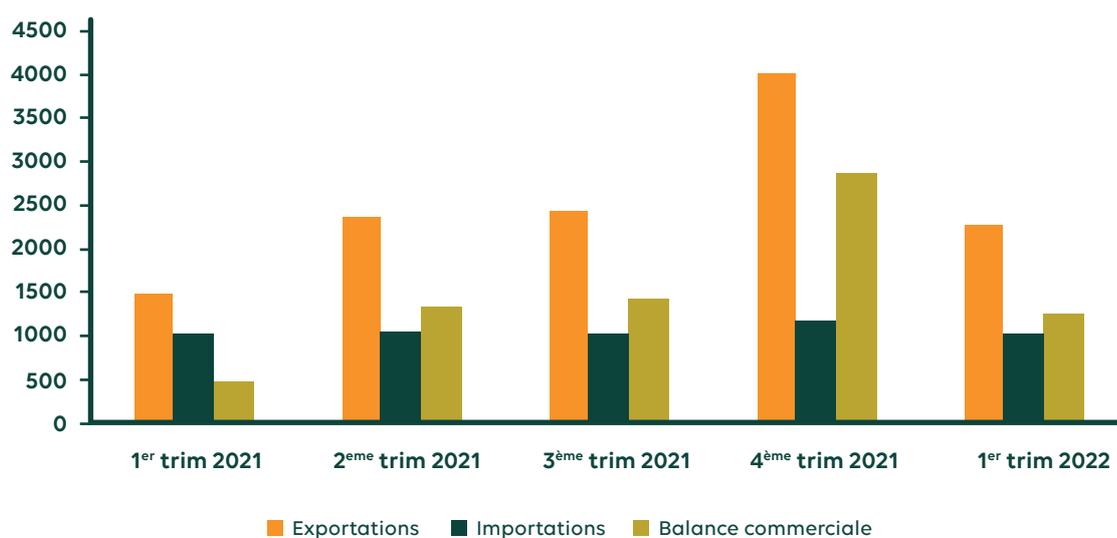
Source : Ministère du Budget

2.5 Secteur extérieur

La balance des paiements de la Guinée est marquée par un solde global excédentaire de USD 194,18 millions au premier trimestre 2022, contre un déficit de USD 242,24 millions à la même période de l'année précédente. Cet excédent provient essentiellement de l'amélioration de l'excédent du compte des transactions courantes, tiré principalement par l'excédent de la balance commerciale. Par ailleurs, le compte capital enregistre un excédent de USD 143,87 millions au premier trimestre 2022, tandis que le compte financier dégage une augmentation nette d'actif de USD 994,84 millions.

L'excédent de la balance commerciale passe de USD 473,53 millions au premier trimestre 2021 à USD 1 240,10 millions au premier trimestre de 2022, soit une amélioration de USD 766,57 millions. Cette amélioration est expliquée principalement par une hausse des exportations des produits miniers notamment l'or et la bauxite, dans un contexte de faible progression des importations.

Graphique 12 — Évolution de la balance commerciale (en millions d'USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.5.1 — Exportations

En hausse de 52,77 % en glissement annuel, les exportations s'établissent à USD 2 250,10 millions au premier trimestre 2022, en raison principalement de l'augmentation des exportations des produits miniers.

Les exportations des produits miniers sont passées de USD 1 383,55 millions au premier trimestre 2021 à USD 2 158,05 millions au premier trimestre 2022, soit une hausse de 56 %. Cette hausse est tirée par les exportations des produits aurifères et de la bauxite, qui augmentent de 60,18 % et 48,09 %, respectivement.

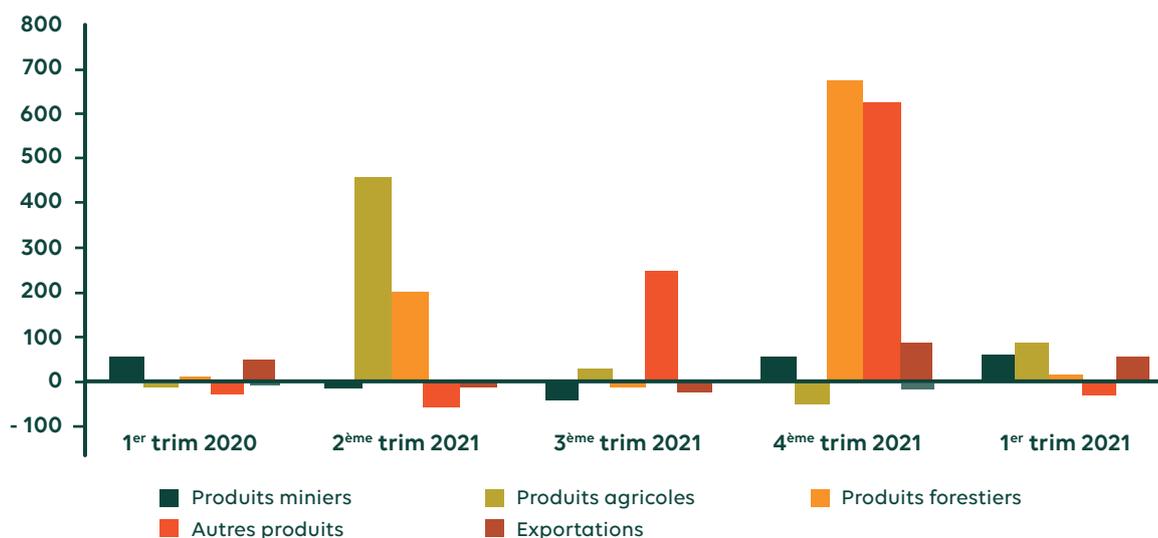
L'augmentation des exportations de l'or est liée à l'évolution favorable du cours de l'or sur le marché international ainsi que de l'augmentation de la production de l'or industriel et artisanal. Le volume

de l'or exporté enregistre une hausse de 54,6 % en glissement annuel pour se chiffrer à 26,66 tonnes au premier trimestre 2022.

Aussi, le volume des exportations de bauxite atteint 17,13 millions de tonnes au premier trimestre 2022, contre 15,13 millions au premier trimestre 2021, soit une hausse 13,22 %, en raison de la reprise de la demande chinoise et de l'augmentation de la production de bauxite.

Par ailleurs, les exportations des produits forestiers s'établissent à USD 13,72 millions au premier trimestre 2022, contre USD 12,25 millions à la même période de 2021, soit une augmentation de 12 %. Cette hausse est attribuable à l'évolution favorable du prix du caoutchouc sur le marché international.

Graphique 13 — Évolution en glissement annuel des exportations par type de produits (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

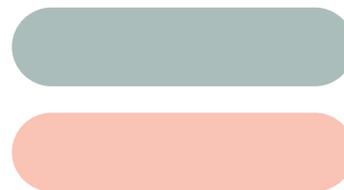
2.5.2 — Importations

La guerre en Ukraine a entraîné une perturbation de l'approvisionnement et a engendré des conséquences sur le cours de produits de base notamment le pétrole. La hausse du cours du pétrole a impacté les importations en valeur des produits pétroliers de la Guinée. Ainsi, les importations enregistrent une hausse modérée de 0,23 % en glissement annuel pour se chiffrer à USD 1 009,94 millions au premier trimestre 2022. Cette progression est attribuable à l'augmentation des importations des produits pétroliers dans un contexte de baisse des importations des produits alimentaires.

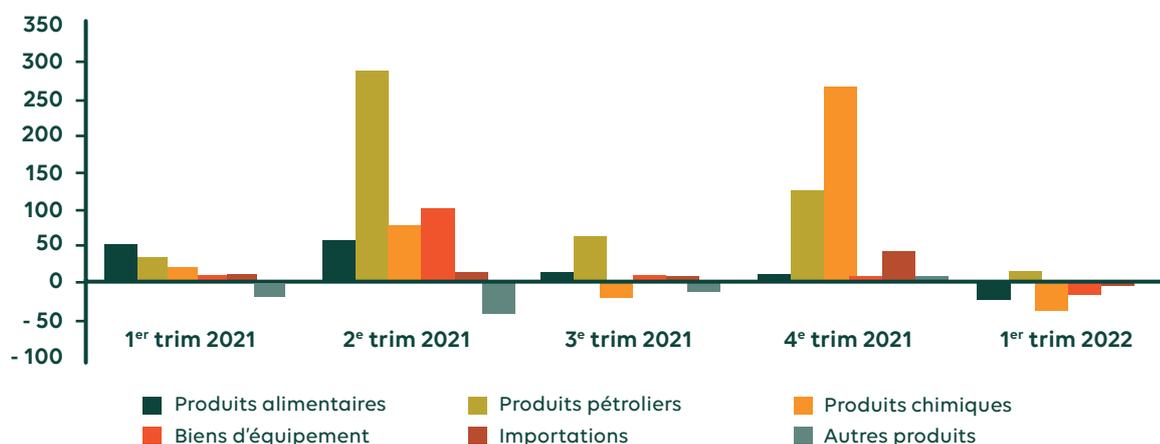
Les importations des produits pétrolier atteignent USD 228,56 millions au premier trimestre 2022, contre USD 200,29 millions au premier trimestre 2021, soit une progression de 14,11 %, résultant de la hausse du prix du baril sur le marché international.

Par ailleurs, les importations des produits alimentaires baissent de 19,78 % en glissement annuel pour se situer à USD 128,61 millions au premier trimestre 2022, en lien avec la contraction des importations du riz. Les importations du riz sont passées de USD 37,13 millions au premier trimestre 2021 à USD 17,56 millions au

premier trimestre 2022, soit une baisse de 52,70%. Cette baisse est expliquée notamment, par la suppression du ravitaillement en riz des forces de défenses et de sécurité ainsi que l'amélioration de la production du riz local.



Graphique 14 — Évolution en glissement annuel des importations par type de produits (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

2.6 Perspectives macroéconomiques

2.6.1 — Prévion macroéconomique dans le scénario de base

Le contexte mondial est marqué par la poursuite du conflit russo-ukrainien et la persistance de la pandémie de COVID-19. Les effets combinés de ces deux facteurs se sont traduits par une hausse des prix des matières premières, notamment les produits énergétiques et les produits alimentaires, qui pourraient par conséquent accentuer la hausse de l'inflation mondiale.

Ainsi, la hausse des produits alimentaires pourrait exercer une pression sur les prix des produits importés et par ricochet sur le taux d'inflation domestique. Le Gouvernement guinéen dans cette situation de hausse tendancielle des prix des produits énergétiques, a révisé à la hausse le prix du carburant à la pompe le 31 mai 2022, qui est passé de GNF 10 000 à GNF 12 000, le 1^{er} juin 2022 (entrée en vigueur). Pour atténuer les effets de cette augmentation, et soutenir les travailleurs de la fonction publique, il a également procédé par un décret le 1^{er} juin 2022, à la modification de la valeur monétaire du point d'indice des salaires

de base des agents de la fonction publique ainsi que le salaire minimum interprofessionnel garanti. Ces différentes mesures pourraient entraîner une hausse des prix des biens à la consommation.

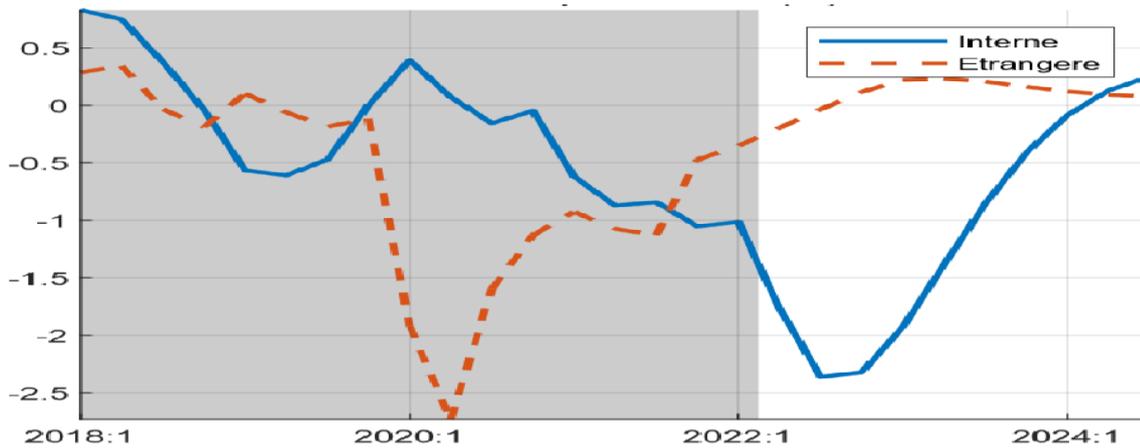
Aussi, les effets des sanctions économiques et financières sur les entreprises russes pourraient impacter la production des sociétés minières russes en Guinée. La baisse de cette production pourrait également ralentir le rythme de progression des exportations de bauxite. Cette situation devrait impacter à la baisse les recettes collectées auprès de ces sociétés, et ainsi aggraver le déficit budgétaire. Elle pourrait également amenuiser les réserves de change dans un contexte de faible mobilisation des ressources extérieurs et, par conséquent, amoindrir le rythme d'appréciation attendu du taux de change.

Ces différents facteurs externes et internes pourraient constituer le scénario de prévisions à court terme.

Bien que la conjoncture économique mondiale soit impactée des effets de la crise russo-ukrainienne et de la pandémie de COVID-19, selon le scénario de base, l'économie guinéenne enregistrerait une croissance du PIB réel de 5,1 % en 2022, contre 4,9% en 2021. Cette croissance serait attribuable à la bonne performance des secteurs agricoles, miniers et des télécommunications.

Nonobstant la résilience de la croissance, l'écart de production resterait négatif jusqu'au quatrième trimestre 2022 et pourrait se réduire à partir du premier trimestre 2023. Cet écart négatif pourrait se refermer progressivement avant de s'annuler au deuxième trimestre 2024.

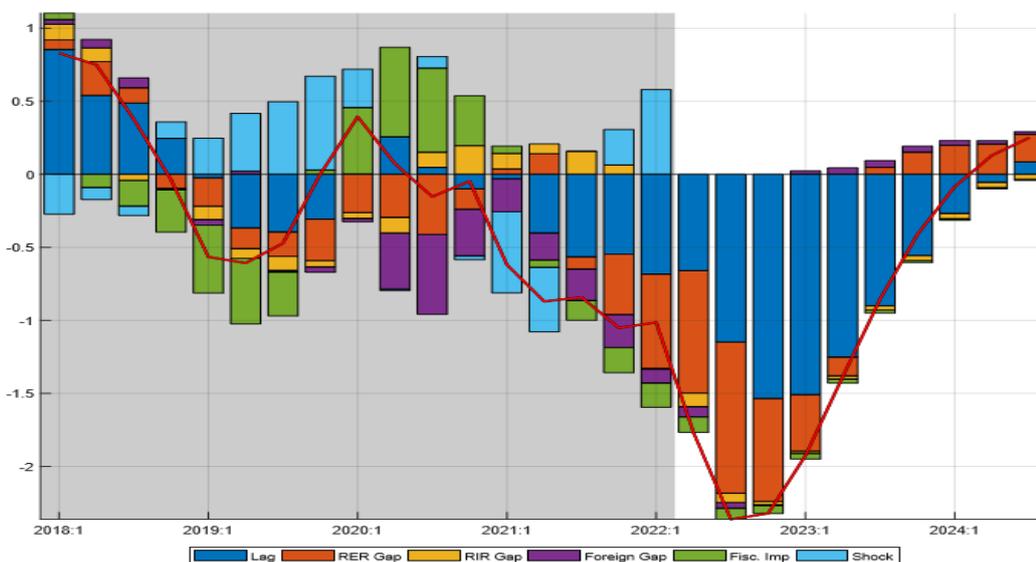
Graphique 15 — Évolution de l'écart de production (en %)



Source : Calcul à partir des données de la Direction Nationale du Plan et de la Prospection

L'écart négatif entre la production et son potentiel résulterait notamment de la persistance de l'inflation, de la surévaluation du taux de change effectif réel, et de la politique budgétaire restrictive dans un contexte de faiblesse de la demande étrangère.

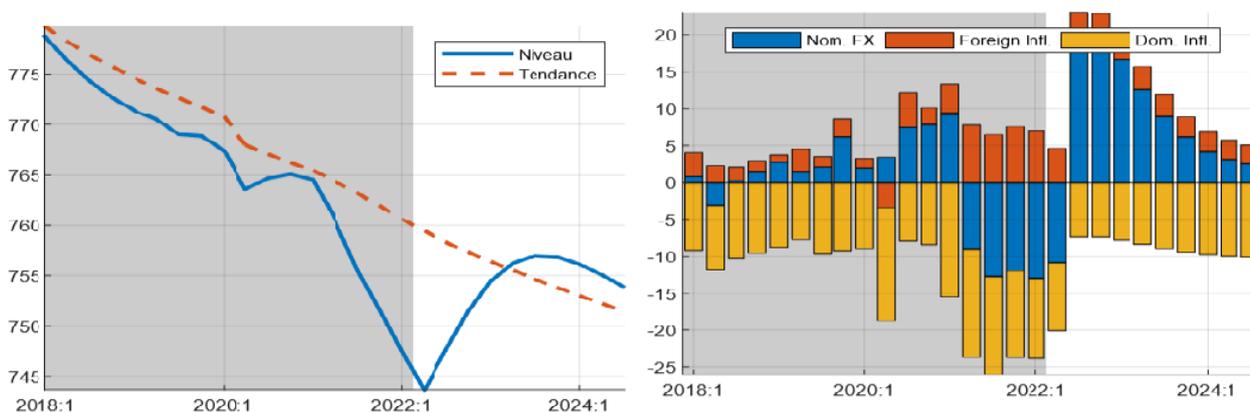
Graphique 16 — Évolution de la décomposition de l'écart de production (en %)



Source : Calcul à partir des données de la Direction Nationale du Plan et de la Prospection

Le taux d'inflation domestique étant supérieur au taux d'inflation des principaux partenaires commerciaux de la Guinée, combiné à une appréciation attendue du taux de change nominal, pourraient expliquer la surévaluation du taux de change effectif réel, jusqu'au deuxième trimestre 2023. La tendance d'appréciation attendue du taux de change nominal pourrait être liée aux effets de l'amélioration de l'offre de devises suite à l'application des mesures de rapatriement des recettes d'exportations de l'or, renforcé par le contexte de moralisation des dépenses publiques.

Graphique 17 — Évolution de l'écart du taux de change réel et de sa décomposition (en %)

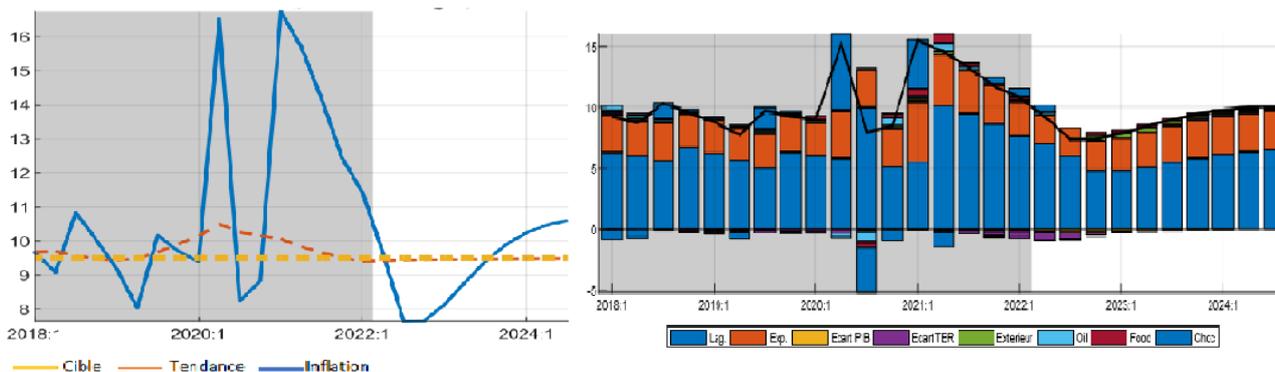


Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée

L'évolution du taux d'inflation serait portée par la persistance de l'inflation, les anticipations des agents économiques, la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques et la surévaluation du taux de change effectifs réel. Toutefois, la hausse des prix serait atténuée par l'écart de production négatif.

Ainsi, le taux d'inflation devrait se situer à 11,9 %, en glissement annuel au deuxième trimestre 2022. Ce taux devrait continuer à baisser progressivement pour atteindre 11,2 % à fin décembre 2022, en raison de la hausse de l'écart de production négatif, lié à la faiblesse de la demande ainsi qu'à l'appréciation attendue du taux de change nominal.

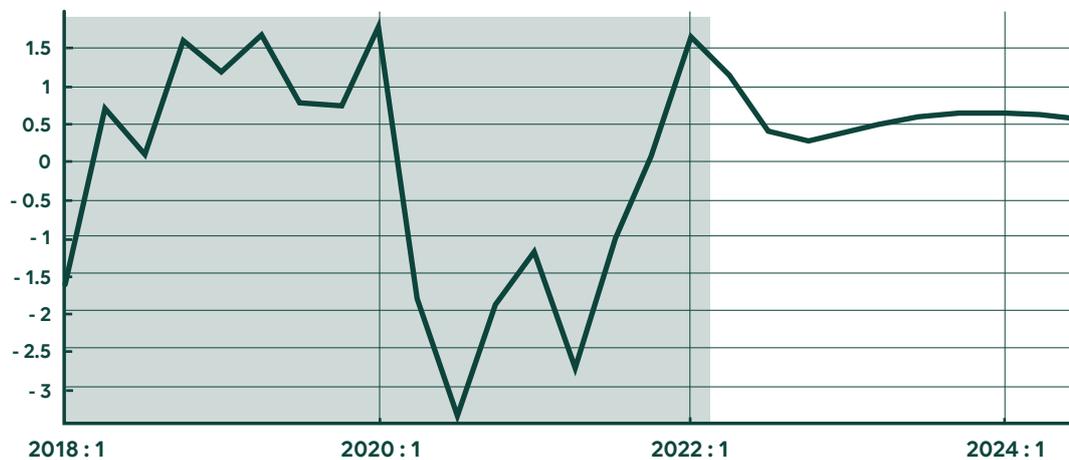
Graphique 18 — Évolution de l'inflation et de sa décomposition (en %)



Source : Calculs à partir des données de l'Institut National de la Statistique

L'écart du taux d'intérêt réel devrait rester positif sur la période de hausse du taux d'inflation, ce qui indiquerait une politique monétaire prudente au courant de l'année 2022. Toutefois, cet écart pourrait se réduire progressivement en tenant compte de la tendance baissière de l'inflation pour atteindre sa cible d'un chiffre.

Graphique 19 — Écart du taux d'intérêt réel, taux d'intérêt du marché monétaire (en %)

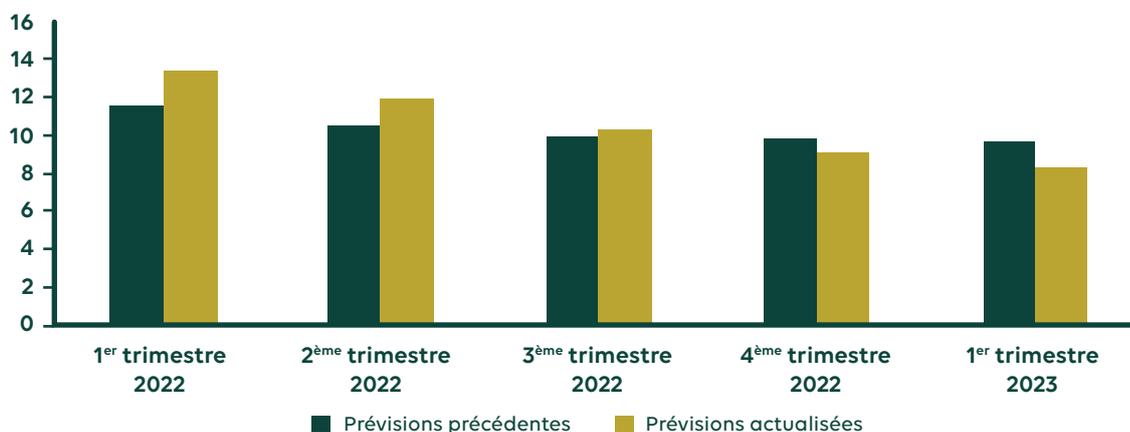


Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée

2.6.2 — Comparaison des prévisions actualisées et précédentes

La prévision de l'inflation actualisée est revue à la hausse par rapport à la prévision de mars 2021. Cette révision à la hausse serait expliquée principalement par les effets de la crise russo-Ukrainienne sur les prix des produits énergétiques et alimentaires. Ces effets ont entraîné, comme indiqué dans l'hypothèses de base, la révision à la hausse du prix du carburant à la pompe ainsi que de la modification de la valeur monétaire du point d'indice des salaires de base des agents de la fonction publique et le salaire minimum interprofessionnel garanti. Elle pourrait aussi être expliquée par la persistance et les anticipations inflationnistes plus élevées que prévues antérieurement.

Graphique 20 — Prévisions de l'inflation (en %)



Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée

2.6.3 —

Risques sur les perspectives de l'inflation

Si la crise en Ukraine se prolonge combinée à la persistance de la pandémie en Chine, la demande mondiale pourrait continuer à se contracter. La baisse de l'offre de produits, en raison de la guerre pourrait également entraîner une hausse continue des prix des matières premières essentielles, principalement les prix des produits énergétiques et des produits alimentaires.

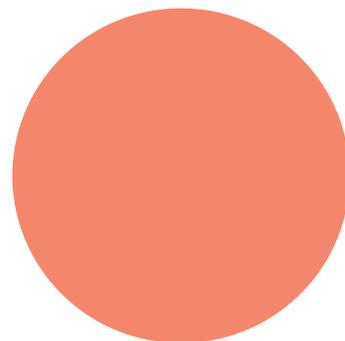
Sur le plan interne, la contraction de la demande mondiale engendrerait un recul des investissements des sociétés minières russes dans le pays, ce qui conduirait à la baisse de la production minière. La conséquence de la diminution de la production pourrait se traduire par un ralentissement des exportations, et par ricochet sur les réserves de changes dans un contexte de rareté des financements extérieurs. La baisse des réserves du pays impacterait l'offre de devises et par conséquent le taux de change, qui pourrait se déprécier. Cette dépréciation du taux de change, à son tour, exercerait une pression sur les prix des biens de consommation.

De même, si la hausse des prix des matières premières, principalement le prix des produits énergétiques, se poursuit, le gouvernement sera dans l'impossibilité de continuer à subventionner ces produits et pourrait à nouveau ajuster à la hausse le prix du carburant à la pompe. Cette modification pourrait se répercuter sur les coûts du transport, qui se traduirait par une hausse des prix des biens de consommation.

Partant de l'environnement national actuel et les risques de crise socio-politique, les investissements étrangers en Guinée pourraient baisser, entraînant la dépréciation du taux de change. De même la méfiance des opérateurs économiques nationaux, pourrait relancer la spéculation. Les effets de la dépréciation du taux de change et de la spéculation se traduiraient par une hausse des prix.

En outre, dans un contexte d'insuffisance de l'offre de biens sur le marché local par rapport à une tendance haussière de la demande, les prix des biens et services pourraient s'accroître.

Cependant, si la déserte en électricité dans certaines régions administratives se poursuit, les entreprises pourraient voir leurs coûts de production se réduire. La baisse de ces coûts entraînerait une augmentation de l'offre des biens, et par conséquent une baisse des prix de ces biens de consommation. De même, d'autres facteurs d'atténuation de la hausse du taux d'inflation pourraient être, entre autres, la l'accélération des travaux de reconstruction des infrastructures routières, la mise en œuvre du protocole d'accord avec la chambre du Commerce visant à faciliter le dédouanement des produits de première nécessité, comme le riz et le sucre, l'application des mesures d'abus d'interdiction de position monopolistique.







Annexes

Tableau 6 — Évolution du PIB réel (en milliards de GNF)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
			Est.	Est.	Prév.	
CROISSANCE						
PIB	10,30%	6,40%	5,60%	7,00%	4,92%	5,08%
PIB par tête	7,90%	4 %	3,30%	4,60%	2,62%	2,77%
Secteur primaire	11 235	11 868	12 923	13 724	14487,96	15125,40
Agriculture	4 884	5 944	6 331	6 680	7092,16	7416,31
Elevage, Chasse, services annexes	2 795	1 881	1 936	2 087	2289,11	2423,05
Sylviculture	1 302	1 684	1 763	1 731	1669,07	1649,04
Pêche, pisciculture et aquaculture	2 254	2 359	2 893	3 225	3437,62	3637,00
Secteur secondaire	19150,63	21331,43	22893,28	27814,67	30080,94	32390,92
Activités extractives	9456,19	10780,01	11788,41	16137,46	17944,38	19829,85
Fabrication de produits alimentaires et de boissons	1608,96	1767,40	1887,08	1941,81	2002,00	2088,09
Fabrication d'autres produits manufacturiers	4575,54	5012,47	5272,00	5387,99	5517,30	5656,34
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	589,55	660,74	713,97	973,14	1083,56	1146,40
Construction	2920,40	3110,82	3231,82	3374,27	3533,71	3670,24
Secteur tertiaire	26301,76	27295,96	28520,74	27600,07	28297,76	29249,42
Commerce	9913,24	10296,45	11069,15	9513,48	9389,59	9506,37
Hôtels et restaurants	565,94	590,35	615,08	588,02	602,72	622,00
Transports	2599,85	2739,09	2874,24	2819,63	2895,76	2991,32
Postes et télécommunications	435,84	459,19	470,71	549,79	649,85	777,22
Autres services marchands	5369,54	5792,53	6072,20	6284,73	6519,65	6775,54
Activités d'administration publique	5123,76	5124,76	5125,76	5385,68	5689,54	5926,22
Autres services non marchands	2293,60	2293,60	2293,60	2458,73	2550,64	2650,75
Impôts nets des subventions	3488,69	3372,44	3137,59	3076,72	2900,81	2850,07
PIB aux prix du marché	60176,38	63868,14	67474,25	72215,40	75767,47	79615,82

Source : Direction Nationale du Plan et de la Prospective

Tableau 7 — La Balance des paiements (en millions de USD)

Libellé poste	1 ^{er} T 2021	2 ^{ème} T2021	3 ^{ème} T 2021	4 ^{ème} T 2021	1 ^{er} T 2022
A. Compte des transactions courantes n.i.a	273,30	1201,08	1082,70	2664,36	1045,09
Crédit	1641,20	2575,53	2483,75	4212,20	2449,53
Débit	1367,90	1374,45	1401,05	1547,84	1404,44
1. Balance commerciale	585,50	1348,81	1407,19	2863,70	1240,10
Crédit	1596,40	2375,06	2418,57	4008,15	2250,04
Débit	692,60	1026,26	1011,38	1144,45	1009,94
2. Balance des services	-177,10	-171,79	-175,63	-185,25	-200,40
Crédit	5,30	5,12	5,76	10,83	9,33
Débit	182,40	176,91	181,39	196,08	209,73
3. Revenus primaires	-166,20	-140,82	-191,76	-164,94	-150,15
Crédit	0,50	1,24	1,42	7,14	3,14
Débit	166,70	142,07	193,18	172,08	153,29
4. Revenus secondaires	31,10	164,88	42,91	150,85	155,55
Crédit	39,00	194,10	58,01	186,08	187,02
Débit	7,90	29,21	15,09	35,23	31,48
B. Compte de capital n.i.a	87,60	49,07	15,95	6,14	143,87
Crédit	87,90	50,61	16,24	6,67	146,17
Débit	0,30	1,54	0,29	0,53	2,30
C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement	360,90	1250,15	1098,65	2670,50	1188,95
D. Compte financier n.i.a	129,50	1212,78	786,26	2702,17	994,84
1. Investissement direct n.i.a	65,20	-34,83	5,29	-67,85	-32,79
2. Investissement de portefeuille n.i.a	0,00	0,00	20,94	-1,32	4,19
3. Drivés financiers n.i.a	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4. Autres investissements n.i.a	64,20	1247,61	760,03	2771,33	1023,44
E. Erreurs et omissions nettes	-53,10	-0,05	-0,10	-0,02	0,07
F. Solde global à financer	178,30	37,32	312,30	-31,69	194,18
G. Financement du solde global	178,30	50,83	319,21	-31,69	194,18
Avoirs de réserve	88,50	-0,76	243,74	-49,34	170,53
Crédits et prêts du FMI	-14,50	-26,72	-19,97	-43,44	-16,85
Financement exceptionnel	104,30	78,31	95,44	61,09	40,50
Tirages sur nouveaux emprunts	95,70	64,80	88,53	49,20	40,50
Remises de dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rééchelonnement de dettes existantes	8,60	13,51	6,91	0,00	0,00
Rééchelonnement d'arriérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : Banque Centrale de la République de Guinée (* données provisoires)

Tableau 8 — Le taux de change du marché officiel et du marché parallèle de mars 2021 à mars 2022 (fin de période)

	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22	fév-22	mars-22
Taux officiel	9 958,00	9862,36	9748,99	9769,98	9701,57	9740,35	9704,8	9 563,07	9 327,95	9 114,13	9009,1034	8887,9246	8801,2976
Taux des bureaux des changes	9 925,80	10 001,80	10 021,70	9 997,00	9900,00	9814,17	9831,67	9766,67	9816,67	9766,67	9 600,00	9 425,00	9 000,00

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 9 — Évolution des prix par fonction

	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22	fév-22	mars-22	avr-22
Indice Global			1324,2	1340,8	1357,4	1360,8	1363,9	1370	1373,9	1394,3	1416,6	1430,6	1453,7 1
Alimentation	2362,8	2387,9	2396,7	2434,6	2454,7	2461	2477,1	2484,8	2494	2533,3	2565,2	2604,3	2660,1
Habillements et chaussures	598,6	598,6	598,6	599,3	599,3	600,4	600,8	607,9	607,9	611,5	639,6	639,6	639,6
Ameublement/ Equipement ménager	780,6	797,9	825,8	831,7	882,2	768,2	894	916,8	925,8	950	984,4	966,4	779,8
Transport	710	710	710	710	741,1	740,8	621,3	623,5	623,5	625,9	597,6	597,6	597,6
Logement / Electricité / Eau /Gaz	782,3	763	752,3	763,2	771,4	768,2	769,3	761,9	754,9	767,1	777,8	783,1	779,8
santé	817,3	822,2	829,5	834,4	838,9	842,4	844,3	845,6	849,8	865,9	886,2	888,6	891,8
loisir / spectacle / culture	374	374	374	374,7	374,7	374,7	374,7	374,7	374,7	375,4	377,3	377,3	377,3
enseignement	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	412,2	412,2	412,2	520,7	520,7	520,7
hôtels café restaurants	690,8	690	690,8	690,8	690,8	690,8	690,8	700	700	695,8	822,5	822,5	822,5
autres biens et services	368,4	368,4	368,4	368,4	368,4	368,4	515,5	528,7	528,7	528,7	547,6	547,6	547,6
	368,4	368,4	368,4	368,4	368,4	368,4	515,5	528,7	528,7	528,7	547,6	547,6	547,6

Source : Institut National de la Statistique

Tableau 10 — Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)

	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22	fév-22	mars-22
AVOIRS EXTERIEURS NETS	14 720	14 699,5	14 445,17	15 125,07	15 239,92	14 450,74	14 599,98	14 916,48	14 480,70	14 627,21	14 732,32	15 279,09	16 429,33
Banque Centrale (1)	9 535,70	9 579,63	9 586,70	9 757,02	9 628,95	9 377,15	9 247,67	9 545,73	9 834,19	9 500,47	9 689,53	9 919,81	11 084,14
(en millions de dollars)	1 058,90	1 063,81	1 064,60	1 083,51	1 069,29	1 041,33	1 026,95	1 060,05	1 092,08	1 055,02	1 076,02	1 101,59	1 230,89
Or	2 535,60	2 535,53	2 535,53	2 535,64	2 535,64	2 535,64	2 311,93	2 311,93	2 312,42	2 226,12	2 226,12	2 226,12	2 223,08
FMI	-4 661,40	-4 682,63	-4 651,77	-4 381,46	-4 463,22	-4 465,98	-7 242,94	-7 127,45	-6 859,54	-6 537,00	-6 416,10	-6 330,48	-6 207,57
Position de réserve	339,6	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56	339,5643704	339,5643704
Avoirs en DTS	724,7	728,69	725,45	716,28	826,39	826,69	3 633,22	3 583,09	3 463,94	3 378,30	778,33	771,82	761,79
Avoirs en devises (net)	10 597,20	10 658,47	10 637,93	10 547,00	10 390,58	10 141,24	10 205,90	10 438,60	10 577,80	10 093,49	12 761,62	12 912,79	13 967,28
Banque de Dépôts	5184,3	5119,8	4858,5	5368,1	5611	5073,6	5352,3	5 370,75	4 646,51	5 126,74	5 042,79	5 359,28	5 345,19
AVOIRS INTERIEURS NETS	24809,6	24739,3	25191,3	24689,4	25302	25864,4	25541,7	25 091,49	25 294,71	25 954,34	25 539,16	25 719,63	25 183,69
Dont Avoirs Intérieurs Nets BCRG	7709,7	7743,2	8275,3	7733,8	8336,6	8715,4	7792	7 494,06	7 424,86	7 956,18	7 550,90	7 621,99	7 372,59
Crédit intérieur net	33136,3	33041,1	33195	32645,6	33938,5	34684,3	33586,4	33 914,36	33 808,78	34 436,39	33 853,17	34 489,30	33 971,73
Créances sur le Secteur Public	20038,1	19810,2	20117,1	19742,5	20854,2	21388,7	20172,3	19 973,58	19 833,93	20 549,80	19 874,06	19 973,86	19 264,28
Créances nettes sur l'Etat*	19964,5	19735,9	19960,4	19546,8	20629,7	21161,3	19930,9	19 734,19	19 602,21	20 322,67	19 649,55	19 752,35	19 044,94
BCRG (avec stock dette titrisée)	11252,4	11230,9	11590	11235,4	12065,2	12440,4	11198,1	10 951,14	10 859,30	11 623,00	11 140,25	11 183,43	10 736,37
BCRG (hors recapitalisation)	7228,5	7207	7566,1	7211,5	8041,2	8416,4	7174,1	6 927,19	6 835,34	7 277,13	6 794,38	6 837,56	6 390,50
Banques	8712,1	8505	8370,4	8311,4	8564,5	8720,9	8732,8	8 783,04	8 742,92	8 699,67	8 509,30	8 568,92	8 308,57
Créances sur les E/ses Pub	73,6	74,3	156,7	195,7	224,4	227,4	241,4	239,39	231,71	227,12	224,5085604	221,5148813	219,3318405
Créances sur le Secteur Privé	13098,2	13230,8	13077,9	12903,1	13084,4	13295,6	13414	13 940,78	13 974,86	13 886,59	13 979,11	14 515,44	14 707,45
. Créances compromises	1098,2	1149,6	1151,2	1105,7	1105,5	1093,5	1136,8	1 138,15	1 157,69	1 099,05	1 079,97	1 089,83	1 342,20
dont provisions	789,9	805,4	811,8	784,2	792,4	794,5	793,4	801,98	839,28	790,78	776,0348073	799,5794555	846,7638837
. Créances saines	12000	12081,2	11926,7	11797,4	11978,8	12202,1	12277,2	12 802,63	12 817,17	12 787,54	12 899,14	13 425,61	13 365,25
dont créances à MLT	4949,4	4862,4	5076,9	5117,1	5171,9	5282,3	5227,7	5 373,72	5 367,04	5 591,98	5 560,95	5 525,18	5 549,08
Autres Postes nets	-8326,7	-8301,8	-8003,7	-7956,2	-8636,5	-8819,9	-8044,7	-8 822,87	-8 514,08	-8 482,05	-8 314,00	-8 769,68	-8 788,03
Autres Postes nets (hors recapitalisation)	-4302,7	-4277,8	-3979,8	-3932,2	-4612,6	-4796	-4020,7	-4 798,92	-4 490,12	-4 136,18	-3 968,13	-4 423,80	-4 442,16
MASSE MONETAIRE	39529,6	39438,7	39636,5	39814,5	40541,9	40315,1	40141,6	40 007,97	39 775,40	40 581,54	40 271,48	40 998,72	41 613,03
Base Monétaire	17245,4	17322,8	17862	17490,8	17965,5	18092,6	17039,7	17 039,79	17 259,05	17 456,64	17 240,43	17 541,80	18 456,73
Monnaie en circulation	11927,5	12285,7	12321,9	12024,8	12451,6	11802,4	11695,1	11 820,87	11 875,23	12 071,92	11 868,89	11 897,68	12 070,56
Dépôts à vue GNF	14971,5	14432,2	14691,8	15179,5	15441,4	15741,1	15902,2	15 463,98	15 733,69	15 986,25	16 045,38	16 266,69	16 339,05
Dépôts à terme GNF	3393,4	3578,1	3602,9	3616,6	3530,4	3803,2	3620,3	3 792,03	3 705,49	3 755,11	3 639,31	3 671,49	3 867,57
Dépôts en devises	9237,3	9142,8	9019,9	8993,6	9118,5	8968,4	8924,1	8 931,10	8 460,99	8 768,27	8 717,90	9 162,86	9 335,84

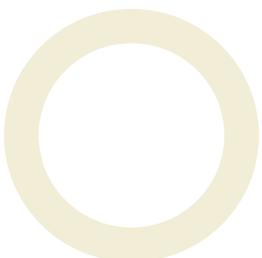
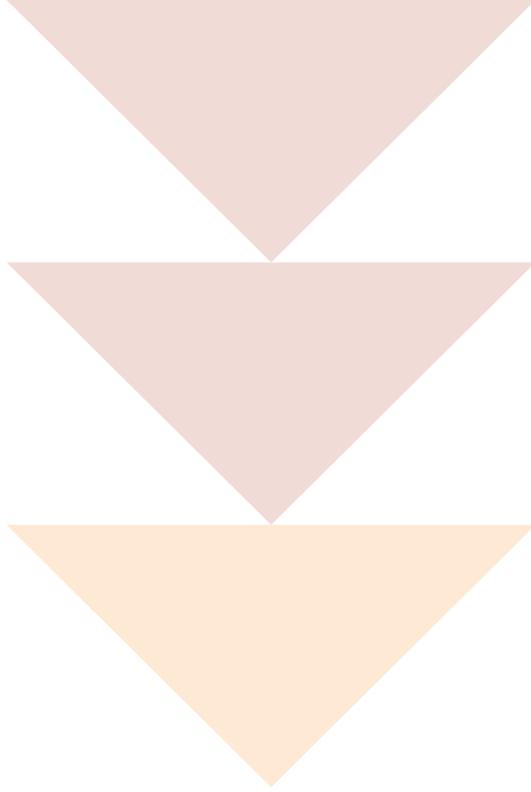
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 11 — Résultats de prévision du scénario de base

		21Q3	21Q4	22Q1	22Q2	22Q3	22Q4	23Q1	23Q2	23Q3	23Q4	24Q1	24Q2	24Q3
PIB														
Croissance	% YoY	5.1	4.7	5.5	5.0	4.4	4.7	5.0	6.3	7.5	7.9	7.8	7.4	6.9
	% QoQ @ar	5.9	5.1	6.2	2.9	3.5	6.1	7.6	8.2	8.1	7.7	7.1	6.6	6.2
Tendance de Croissance	% YoY	5.8	5.8	5.9	6.0	6.0	6.0	5.9	5.9	5.9	5.8	5.8	5.8	5.7
	% QoQ @ar	5.8	5.9	6.1	6.0	6.0	5.9	5.9	5.8	5.8	5.8	5.7	5.7	5.7
Ecart de PIB	%	-0.8	-1.1	-1.0	-1.8	-2.4	-2.3	-1.9	-1.4	-0.9	-0.4	-0.1	0.1	0.3
Inflation														
Inflation	% YoY avg	13.8	14.7	13.4	11.9	10.3	9.1	8.3	8.1	8.5	9.1	9.6	10.0	10.3
	% YoY eop	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	% QoQ @ar	14.2	12.4	11.4	9.6	7.6	7.7	8.1	8.8	9.4	9.9	10.2	10.5	10.6
Cible Inflation	% YoY	9.9	9.8	9.6	9.5	9.4	9.4	9.4	9.5	9.5	9.5	9.5	9.5	9.5
Taux de Change														
Nominal	GNF per USD	9515.6	9235.5	8940.4	8700.0	9134.1	9592.0	9999.5	10320.7	10555.6	10719.4	10833.0	10916.3	10986.0
Depreciation	% YoY	-1.2	-5.9	-11.0	-11.4	-4.0	3.9	11.8	18.6	15.6	11.8	8.3	5.8	4.1
	% QoQ @ar	-12.0	-11.3	-12.2	-10.3	21.5	21.6	18.1	13.5	9.4	6.4	4.3	3.1	2.6
Depreciation Reel	% QoQ @ar	-17.7	-14.8	-15.5	-14.3	17.0	16.8	12.8	7.5	3.0	-0.5	-2.8	-4.2	-4.9
Taux Interet														
Nominale	% p.a.	11.9	11.7	11.8	9.7	7.8	6.9	6.9	7.5	8.2	8.8	9.3	9.7	9.9
Reel	% p.a.	-1.7	-0.7	0.6	-0.1	-0.9	-1.0	-0.9	-0.7	-0.5	-0.3	-0.2	-0.1	-0.1
Nominal Money (Base monetaire)														
Actual level	bln GNF	17.8	17.8	17.6	17.8	18.3	18.8	19.4	20.0	20.7	21.5	22.3	23.3	24.2
Target level	bln GNF	16.5	16.7	17.0	17.5	18.0	18.5	19.1	19.7	20.4	21.1	21.8	22.6	23.4
Actual growth	% QoQ @ar	4.4	-1.4	-3.7	5.7	9.5	11.0	11.9	12.9	14.0	14.9	15.6	16.1	16.4
Target growth	% QoQ @ar	4.5	5.7	7.6	10.3	11.2	11.9	12.4	12.9	13.2	13.5	13.7	13.9	14.0

Source : Calculs à partir des données de la Banque Centrale de la République de Guinée, du Ministère de l'Economie





12, boulevard du Commerce, 6^e avenue de la République C/Kaloum - BP 692 - Conakry - République de Guinée
Tél : (+224) 664 67 77 77 - Fax : (+224) 669 08 88 88 - mail : secretariat.gouv@bcrg-guinee.org

www.bcr-guinee.org